

Le Combat Syndicaliste

CNT-AIT

Méditerranée - Rhône-Alpes

**Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs**



Sommaire

p. 3 :
*Le mouvement
anar au Mexique*

p. 7 :
*Citoyen
nucléarisé*

p. 9 :
*L'EPR
reste à venir*

p. 14 :
*Des vérités
qui
dérangent*

p. 16 :
*Lutte
pour des
logements
décents*

P. 19 :
*Le
manifeston*

P. 24 :
*Layla est
libre*



CNT - AIT

Association Internationale des Travailleurs

*AIT, ASI-MUR CLS
Postanski pretinac 6
11077 Beograd, Serbie.*

Confédération Nationale du Travail

*Pour tout contact
sur le plan national,
s'adresser à :
CNT-AIT
(bureau confédéral),
7, rue Saint-Rémésy
31000 Toulouse.*

Adresse du site Web
de la confédération :
<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez
les liens confédéraux
et internationaux
de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale
CNT-AIT.

Réalisation
des pages confédérales :
CNT-AIT,
18, rue Jean-Baptiste
Carreau, 64000 Pau.

Abonnements :
*1 an (6 n^{os}) : 7,5 euros
Soutien: 15 euros
Chèques à l'ordre
de la CNT-AIT.
Voir pages régionales*

Edito

L'absence d'articles relatifs aux élections n'est pas un choix éditorial délibéré, mais sans aucun doute le reflet du sentiment général qui domine dans notre syndicat : qu'on en finisse et qu'on passe aux choses sérieuses, les luttes.

Nous n'avons aucune envie de nous laisser enfermer dans le piège béant du choix du moins pire. Il est hors de question pour nous de choisir notre exploiteur ou notre ennemi de classe. Quel qu'il soit, ou qu'elle soit, de droite ou de gauche, nous savons que nous n'avons rien à attendre de celui qui paré des oripeaux du pouvoir, continuera à servir la soupe au patronat et à remplir les charters de nos frères « sans papiers ».

Nous ne soutiendrons pas plus ceux qui se réclament des ouvriers ou de la gauche de la gauche, les messies à moustaches, les communistes de tous poils, ceux qui contribuent à nous faire croire que cette grand-messe est importante ou qu'elle peut changer quelque chose à notre vie. Rien ne changera si nous ne l'imposons pas par un rapport de force, nous savons tous que nous serons les seuls acteurs de notre émancipation.

Nous ne pensons même pas que la conquête du pouvoir par les exploités, aussi improbable qu'elle soit, puisse nous rap-

procher d'une quelconque émancipation, le système capitaliste et la démocratie représentative ont montré leur capacité à intégrer tous ceux qui ont pris le risque de jouer avec leurs règles biaisées. Enfin, le vingtième siècle et ses dictatures rouges sont encore trop proches pour que nous puissions faire confiance à ceux qui nous promettent de rendre le pouvoir au peuple après l'avoir usurpé.

Nous ne voulons pas le pouvoir, nous nous méfions comme de la peste de ceux qui le désirent et nous combattons toujours ceux qui le possèdent, jusqu'à la destruction de l'État et son remplacement par la démocratie directe et le fédéralisme.

Quand le cirque sera terminé, quand les promesses seront oubliées, nous souhaitons retrouver dans la rue, les usines, les écoles, les bahuts, les ANPE tous ceux qui aspirent à « autre chose », qu'ils aient voté ou pas, pour combattre les politiques anti-pauvres, anti-immigrés qui ne manqueront pas d'être imposées. Mais nous serons aussi dans les luttes pour proposer d'autres fonctionnements, pour que nous puissions nous réapproprier nos luttes contre ces autres usurpateurs que sont les bureaucraties syndicales qui, complices et zélés serviteurs du système, ont tout fait pour faire respecter la trêve pendant les élections.

Aperçu du mouvement anarchiste mexicain

Un compagnon, qui a pu se rendre récemment au Mexique, nous fait part de ses observations sur la situation du mouvement anarchiste au Mexique.

Le 22 novembre 2006, la *Biblioteca Social Reconstruir* de Mexico organisait une soirée en hommage à Ricardo Flores MAGON, le révolutionnaire mexicain précurseur de la révolution de 1910 dont on célébrait le 84^e anniversaire de la mort, assassiné dans les geôles américaines. Après une lecture d'œuvres de théâtre de Magon, un jeune compagnon du groupe OIR, très impliqué dans les barricades d'Oaxaca et un compagnon indien de la communauté magoniste de San Fernando nous ont parlé des derniers événements insurrectionnels dans l'état d'Oaxaca. Le public d'une petite centaine de personnes, était représentatif du mouvement anarchiste mexicain actuel : jeune, voire très jeune, essentiellement de la scène anarchopunk.

Un mouvement jeune, en cours de reconstruction

Pour Toby, un des animateurs de la *Biblioteca Reconstruir*, c'est à la fois la force et la faiblesse du mouvement mexicain. Il n'y a jamais vraiment eu de mouvement anarchiste organisé au Mexique, si on excepte la période du Parti Libéral Mexicain des frères Magon au début du XX^e siècle. Pourtant, l'influence anarchiste – et particulièrement anarchosyndicaliste – a toujours été sensible. Les drapeaux des syndicats ne sont-ils pas rouge et

noir ? Mais le mouvement ouvrier a plutôt été sous l'influence des sectes marxistes de toutes natures. Aujourd'hui, il existe au Mexique – et singulièrement à Mexico – une multitude de petits groupes qui se réclament de l'anarchisme, même si la plupart des gens qui participent aux manifestations ou événements le font à titre individuel. Il s'agit la plupart du temps de jeunes lycéens ou étudiants, qui voient dans l'idée anarchiste une possibilité d'exprimer leur soif de liberté et de justice, dans un pays où règnent la corruption et l'injustice généralisée. Toutefois,



Atenco.blogia.com

avec ses 41 ans, Toby est un vétérans dans un mouvement où les trentenaires se comptent sur les doigts de deux mains... Bref, tout est à construire.

C'est précisément à cette tâche que se consacrent les compagnons de groupes tels que *Hormiga Libertaria*. Ces jeunes compagnons sont étudiants l'après-midi, et le matin puis le soir ils sont pompistes ou vendeurs de journaux sur le périphérique (les embouteillages à Mexico font qu'ils ne courent aucun risque d'être écrasés...) ou autres

petits boulots de misère, sans réel statut. Ils vivent dans le quartier populaire d'Itzapalapa. Tous les dimanches, sur la place à la sortie du métro, ils organisent une bibliothèque ambulante : avec quelques planches de bois dissimulées en haut d'un mur où il faut grimper en passant par un arbre, ils montent une petite étagère. Dessus, on trouve de vieux livres éculés, donnés par quelques compagnons espagnols, vétérans de la révolution de 1936 échoués au Mexique, et aussi les propres productions des compagnons : des textes classiques ou récents sur l'anarchisme, imprimés sur du matériel de fortune et dont la couverture est faite de carton de boîte à chaussure de récupération... Bref, du système D, du DIY (*do it yourself*) avec des moyens de fortune, bien loin de nos salons du livre anarchiste occidentaux et de la profusion de moyens qui masquent mal le manque d'engagement et de cohérence d'un mouvement « riche » qui s'achète une image de rebelle. Au Mexique, si tu es anarchiste, c'est d'abord avec tes tripes !

Une situation sociale explosive (Guadalajara, Atenco, Oaxaca)

Car les compagnons ne sont pas les derniers à prendre part aux luttes qui secouent le Mexique, et pas seulement dans l'état d'Oaxaca. Et ils en payent systématiquement le prix fort*. Pas seulement du fait de la police fédérale ou des polices locales, aux mains de petits potentats que sont les gouverneurs et les alcaldes. Mais aussi parce que les

(suite page 4)

(suite de la page 3)

groupes de « gauche », les syndicats institutionnels, etc. n'hésitent pas parfois à donner un coup de main aux forces de l'ordre pour attaquer les cortèges anarchistes, comme à Guadalajara cet été. Les campagnes de calomnie contre les anarchistes dans les journaux ne sont pas le seul fait des conservateurs, car même des journaux pourtant considérés comme progressistes – tels *La Jornada* – peuvent publier des articles attaquant les anarchistes comme étant des êtres violents manipulés par la police. Bref, être anarchiste c'est avant tout être en rupture avec tout un système institutionnel.

Oaxaca : l'autonomie populaire en action

Mais là où cette rupture est la plus sensible, c'est clairement dans l'état d'Oaxaca. Cette région, de forte tradition indienne, a maintenu depuis toujours ses formes d'organisations communautaires. Ici, dans chaque village (ou *pueblo*), la réalité du pouvoir est exercée non pas par le maire élu ou l'État fédéral, mais par une assemblée qui regroupe l'ensemble des habitants et où les décisions sont prises collectivement. Une véritable structure parallèle avec ses propres systèmes de gestion des affaires de la communauté, de régulation des conflits, sa propre police... Et un système duquel tous les partis politiques sont bannis (y compris ceux de gauche), car tous savent que les partis promettent beaucoup mais ne donnent jamais, détournant toujours l'argent destiné à la communauté pour leur propre enrichissement personnel. Depuis plusieurs années, certains *pueblos* sont même en sécession

contre « *los poderes* ». Ils rejettent la chaîne de corruption massive qui commence avec leur maire et sa police municipale, soutenu par le gouverneur Ulises Ruiz et sa police *estatal*, et la complicité de l'état Central et sa police fédéral, mais aussi les juges, l'armée, etc... Comme l'indiquait le compagnon de la communauté de San Fernando, dans les *pueblos*, on a alors redécouvert que le nom de Magon n'était pas seulement celui d'une place d'Oaxaca, mais surtout celui d'un lutteur révolutionnaire infatigable, qui avait su transcrire en mots les principes d'autonomie populaire qui font le ciment de la société oaxacanèque. Alors eux, les petits paysans, planteurs de café expropriés violemment de leurs terres par *los poderes* au profit de grandes compagnies mexicaines ou internationales, se sont revendiqués de la figure locale de ce héros populaire. Mais les maires chassés par les *asambleas* ont transformé leurs polices municipales en groupes armés, payés avec l'argent fourni par le gouverneur et l'État central qui – sans uniforme, en civil font le coup de feu contre les habitants des *pueblos* en rébellion. Le soulèvement cet été des *maestros* – les professeurs des écoles – a donc été rejoint par ce mouvement populaire, principalement à base paysanne. Puis le mouvement s'est élargi à tout l'État, qui en entier s'est soulevé dans un mouvement unanime. (Nous reviendrons plus tard sur l'insurrection d'Oaxaca).

Comment pouvons-nous aider ?

Les compagnons anarchistes mexicains développent une intense activité de propagande, dans des

conditions économiques très difficiles et avec des moyens extrêmement réduits. Un de leur outil majeur de diffusion de nos idées est la réalisation de bibliothèques, pour certaines ambulantes, de façon à ce que les idées libertaires puissent être accessibles au plus grand nombre. Toutefois ces compagnons disposent de moyens très limités. Le nombre et la diversité des ouvrages est parfois réduit et ils n'ont pas les moyens de s'offrir tous les livres qui sont publiés continuellement en Europe. Alors que l'intérêt au Mexique pour l'anarchisme reconnaît une nouvelle vigueur aujourd'hui, il existe un moyen simple pour nous de leur apporter un soutien concret : organiser des collectes de livres et de brochures en langue espagnole sur l'anarchisme, l'anarchosyndicalisme, et tout ce qui a trait à l'idéal libertaire. Le syndicat de la CNT-AIT de Paris a établi depuis plus d'un an des liens avec différentes bibliothèques anarchistes à Mexico (*Biblioteca Social Reconstruir*, bibliothèque ambulante *Hormiga libertaria / Herramienta libertaria*). De plus, de nouveaux liens ont été établis avec la nouvelle bibliothèque Praxis Guerrero de Guadalajara et avec le projet de bibliothèque en Basse Californie. Nous pouvons aider ces compagnons dans leur effort. Merci de faire parvenir vos dons d'ouvrages au syndicat de Paris qui se chargera ensuite de les acheminer au Mexique.

Syndicat intercorporatif Paris Nord

* - De nombreux compagnons ont été arrêtés lors des derniers mouvements sociaux, à Atenco, à Guadalajara et bien sûr à Oaxaca, et sont toujours maintenus en détention, souvent en dehors de toute légalité et en total arbitraire.

Ricardo Flores Magon

Ricardo Flores Magon est né en septembre 1874 dans l'état d'Oaxaca au Mexique. Il écrit dans un journal d'opposition tout en continuant ses études de juriste. Comme tout opposant à la dictature de Diaz ¹, il est régulièrement arrêté. En 1900, il participe à la création de *Regeneracion*, journal indépendant radical. Celui-ci paraîtra jusqu'en 1918 malgré les nombreuses interdictions à paraître, les fréquents saccages des locaux et les difficultés financières.

En 1903, la Cour suprême du Mexique interdit la parution de tout article signé Ricardo Flores Magon. En 1904, les rédacteurs de *Regeneracion* s'exilent aux États-unis. Les allers et venues entre le Mexique et les États-Unis seront le lot de tous les adhérents du Parti Libéral créé en 1905, dont Ricardo Flores Magon est le président, allers et venues entre le travail aux champs, la rédaction d'articles, l'édition du journal, sa distribution (tirage : 30 000 exemplaires en 1905), la fuite devant les autorités et les prisons.

La tête de Ricardo Flores Magon est mise à prix aux États-unis. Sa valeur augmentera au cours des années. Tandis qu'apparaissent les prémices de la révolution mexicaine (émeutes, grèves et

réappropriations des terres), la devise initiale du Parti Libéral (Réforme, Liberté et Justice) devient Terre et Liberté en 1910. Les Libéraux participeront aux combats révolutionnaires dans les états de Sonora, Tlaxcala, Vera Cruz, Oaxaca, Morelos, Durango et du Chihuahua. En

réprimer celles du Parti Libéral en Basse Californie. Les révolutionnaires font appel aux prolétaires du monde entier. Les anarchistes français Grave et Froment jugent la révolution mexicaine non-conforme à la révolution sociale anarchiste. Kropotkin prendra leur défense partout où il le pourra.

Réfugié aux États-unis, Ricardo Flores Magon est une fois de plus emprisonné. Emma Goldman et Alexander Berkman font campagne pour sa défense et réunissent des fonds pour payer sa caution. C'est lors d'une autre détention qu'il meurt en 1922 dans la prison de Leavenworth au Kansas (États-unis).

Opposant à Diaz, opposant à Madero, à Huerta et à Carranza ³, il intéresse fortement Obregon qui cherche à donner à sa légitimité une caution révolutionnaire. Ricardo Flores Magon

refusera toute aide de sa part, ni pension ni libération anticipée. Des cheminots américains paieront de leur poche le rapatriement de son corps au Mexique, afin que rien ne soit dû à l'État.

Union locale de Marseille

- 1 - Diaz est président du Mexique de 1876 à 1911.
- 2 - Madero, leader politique réformiste et opposant à Diaz sera président du Mexique en octobre 1911. Il sera assassiné un an et demi plus tard.
- 3 - Succession des présidents du Mexique de 1876 jusqu'à Obregon en 1920.

Grève dans les usines de textile de Rio Blanco en 1938 influencée par les magonistes

Extrait de "The wind that swept Mexico"



décembre 1910, *Regeneracion* incite les paysans à se saisir des terres : « *Les gouvernements doivent protéger le droit de propriété par-dessus tous les autres droits. Donc n'espérez pas que Madero ² attaquera le droit de propriété en faveur du prolétariat. Ouvrez les yeux. Souvenez-vous d'une devise, simple et vraie, et d'une vérité indestructible, l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » En mai 1911, Madero envoie les troupes

Grève à Mercadona (Espagne) une année de lutte, une année de dignité

Rappelons qu'il y a un an, le 23 mars 2006, débutait une grève au centre logistique de la chaîne de supermarchés Mercadona de San Sadurn d'Anoia, lancée par la CNT espagnole comme dernier recours pour revendiquer le respect des mesures d'hygiène et de sécurité, le paiement de la demi-heure de pause déjeuner et la liberté d'action syndicale.

Depuis :

- d'un côté, des licenciements abusifs, agressions, harcèlements au travail de la part de la direction de l'entreprise ;
- d'un autre côté, des sanctions de l'inspection du travail et de ce qui correspond à nos Prud'hommes contre l'entreprise (indemnisation de 20 000 euros pour une employée de Bollullos Par del Condado) ; une tentative de négociation avortée en août 2006 (où la direction achetait le silence des grévistes pour... 50 millions de pesetas) ; une grève indéfinie devenue partielle – du jeudi 22 h au vendredi 22 h – les manifestations, interventions devant et dans les supermarchés avec informations aux consommateurs et employés (blocages de caisse par exemple), appels au boycott, actions de soutien continuent sur tout le territoire espagnol.

4 mars 2007 : « *Nous voulons souligner que cette grève va continuer jusqu'à la victoire. [...] À la CNT et dans la section syndicale de Mercadona, nous sommes prêts à tenir et à continuer la campagne jusqu'à ce que l'entreprise satisfasse nos revendications. Ni les chantages, ni la pression, ni les tentatives d'acheter un à un les compagnons de la section syndicale, ne vont être l'issue de ce conflit. Nous n'accepterons que la victoire.* » (CNT de Saragosse)

13 mars 2007 : lors d'une intervention du syndicat CNT Villaverde devant le magasin de Parla, une femme a témoigné du harcèlement qu'avait subi sa fille et de son licenciement dans un autre centre à Mostoles.

Samedi 31 mars 2007 : nouvelle manifestation à Barcelone de la CNT espagnole en soutien aux grévistes.

La CNT espagnole continue sa campagne sur tout le territoire et appelle toujours à la solidarité et à la mobilisation hors des frontières de l'État espagnol.

Jacquie,

traduit et transmis par le Syndicat intercorporatif de Montpellier

caja de resistencia
2100 - 1183 - 35 - 0100505773
MERCADONA

Infos:

www.cnt.es/mercacoso

Anche i sogni si realizzano (même les rêves se réalisent)

C'est le titre en italien d'un DVD tourné (hiver 2006 - printemps 2007) et auto-produit par le Projet Libertaire Flores Magon, un collectif italo-mexicain au Chiapas (Mexique).

Plusieurs films : L'un d'eux montre la mise en place et le fonctionnement d'un cabinet dentaire ambulatoire et d'un laboratoire de prothèses dentaires à Caracol de Morelia créés par le Projet Libertaire Flores Magon.

Un second film montre la coopération du Projet avec d'autres collectifs comme la coopérative Am-burgo Cafe Libertad. Deux autres films traitent de la contestation sociopolitique actuelle mexicaine et zapatiste, d'une nouvelle initiative (Otra Campaña) et du système de santé autonome du Chiapas. L'auto-production de ce DVD est le résultat d'un travail collectif réunissant à la fois des individus et des sympathisants du Projet. Il ne s'agit pas simplement d'un nouveau matériel de contre-information pour les divers compagnons et groupes qui soutiennent le travail du Projet, c'est aussi un moyen d'autofinancement. La vente servira à payer les frais de voyage de compagnons qui participeront aux Rencontres Intergalactiques à Mexico en juin et juillet 2007. Ces rencontres sont à l'initiative de Otra Campaña.

« Anche i sogni si realizzano » est donc composé de 4 films de respectivement 35, 43, 18 et 13 minutes.

Le DVD coûte 8 euros ou 5 euros l'unité à partir de cinq (+ frais de port).

On peut le commander à :

l'Unione Sindacale Italiana (USI-AIT), Viale Bligny 22, 20136 Milano (Italie).

Chèque à l'ordre de Unione Sindacale Italiana Sanità rubricato « pro Chiapas » n° 46667, CIN Y, ABI 05584, CAB 01605, presso Banca Popolare di Milano agenzia n° 5 di Milano.

Pour toute information complémentaire, contacter l'USI à Milan, téléphone/fax :

(00)(39) 02/58 30 49 40

Email « usis@libero.it »

Paru dans Lotta di Classe, transmis par le secrétariat aux Relations Internationales

3^e foire des éditions

anarchistes et libertaires – Florence – Italie

Les 7-8-9 septembre 2007

- Stands presse périodique et livres du monde entier
- Rencontres / débats – Spectacles – restauration

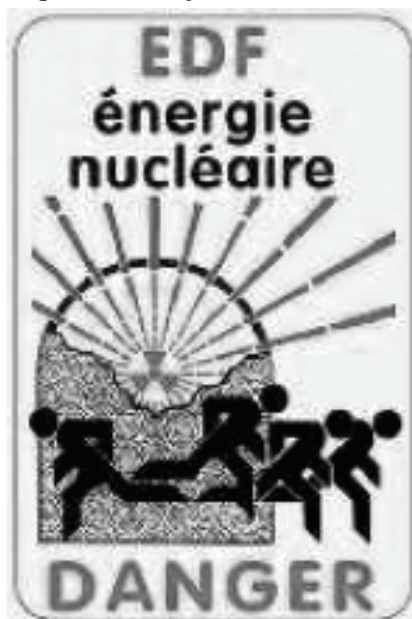
Adhésions, contacts, informations : Posta Sergio Mechi – Via di Montisoni, 11 – 50012 Bagno a Ripoli sergiomechi@yahoo.it

Le citoyennisme au service de la gouvernance nucléaire

Toi l'homme ordinaire que ta naïveté, ton humanisme et ta bonne volonté poussent à adhérer au concept de « citoyen », même si tu restes respectable par rapport à d'autres citoyens de pouvoir ou qui ne se préoccupent que de leur confort et de leur fric, que cela te plaise ou non, tu collabores à notre anéantissement à tous même si tu es persuadé de limiter les dégâts. On te laisse avec ce qualificatif de citoyen, une importance, une place dans un monde industriel de plus en plus complexe dans lequel tu ne peux avoir qu'un rôle de caution démocratique, un rôle illusoire. Pour déculpabiliser un peu, il te faut participer coûte que coûte à ce meilleur des mondes de la consommation et de la production de masse parce que tu es persuadé, en tant que travailleur émérite avide d'argent durement gagné, d'en être le bénéficiaire et un co-responsable. Tu en as tellement bien intégré cette idée, qu'il n'est pas étonnant que, pour les experts de tous poils, tu deviennes par l'entremise des termes « homme ou humain », le responsable de tout. Exemples : L'activité humaine serait responsable du réchauffement climatique ou bien l'individu serait responsable de son cancer du poumon ou de celui des autres parce que tout simplement il fume ; ou encore le patrimoine génétique de l'individu serait le principal responsable des maladies, voire même de soi-disant prédispositions psychologiques.

On distingue à travers ce genre d'affirmations malhonnêtes et simplistes, notre culpabilisation en règle où nous devenons les respon-

sables de tous les désastres. Ceci pour mieux dissimuler les responsabilités de cette société industrielle en général et de la chimie et du nucléaire plus précisément. Quand, par stratégie démagogique, les dirigeants te demandent ton avis dans des conférences citoyennes comme sur les OGM par exemple ou dans des CLI (Commission locale d'information), si tu n'es pas d'accord et que ton avis n'est pas compatible avec la gestion d'État, ils n'en tiennent pas compte tout simplement. On retrouve ce même genre de tactique d'intégration de la population dans la gestion, au travers des conférences participatives, cercles de qualité et autres paritarismes à l'œuvre dans tous les domaines de la vie politique, sociale, syndicale et même dans les écoles. Dispositifs qui ne sont là que pour créer une illusion de participation et faire accepter petit à petit l'inacceptable. Comme le précise si justement Michel



Godet, professeur au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), même s'il prêche pour sa condition, dans son article « Démocratie ou Démagogie » paru dans *Le Monde* du 24 janvier 2007 : « Le citoyen est aveugle sans les lunettes de l'expert », auquel nous pourrions ajouter qu'au royaume des aveugles les Experts sont sourds et les plus prétentieux des confinés.

Si tu mets toute ton énergie à ne pas voir la triste vérité de cette prétendue grande aventure technologique, tu la ressens plutôt comme une humiliation de plus à ta vie d'esclave moderne. Il ne te reste plus qu'à élire tes maîtres et à travailler assidûment au désastre imminent. C'est en fin de compte toute l'importance qu'il te reste et la place qu'il te revient dans cette société humaine illusoire et en décomposition. Société dans laquelle on voudrait que nous soyons tous des concurrents, des ennemis potentiels.

Du côté du pouvoir et de ses manipulateurs, de ses gestionnaires, il n'y a pas de mauvaise conscience et ils n'ont de cesse de te flatter et de te faire prendre un citoyen pour un décideur. Il leur faut te culpabiliser, diriger ta réflexion et ainsi te faire croire à un rôle, à des intérêts similaires dans la société. Tout cela bien évidemment pour ton bien et celui de l'humanité. Vas-tu croire encore longtemps à ce genre de sornettes, toi qui deviens l'électeur de référence, le prétexte à la gestion, à la gouvernance de toutes les horreurs industrielles ?

(suite page 8)

(suite de la page 7)

Confinés de tous les pays, avec le nucléaire, les technocrates nous imposent le désastre et ce qui va avec : contrôle social, plans d'urgence, militarisation. Aux causes de désastres propres à toutes les activités industrielles, l'industrie nucléaire ajoute la radioactivité artificielle qui peut avec certains radioéléments durer des millénaires. Les gourous du nucléaire le savent bien et c'est pourquoi, loin de nier comme autrefois ses conséquences, ils comptent désormais nous convaincre de pouvoir survivre en milieu contaminé. Ce ne serait d'après eux qu'une question d'éducation à la précaution et à la limitation des doses ingérées. C'est cette escroquerie supplémentaire qui est propagée dans les programmes CORE et SAGE. Le désastre nucléaire étant la chose la plus partagée, elle doit maintenant être la mieux acceptée. Tout citoyen irradié devient de fait complice de sa propre irradiation comme de celle des autres. Tout cela encadré par des uniformes kaki ou autres blouses blanches avec pour seul horizon, les rangées de cercueils de plomb pour que le monde reste ce qu'il est et qu'il continue à fonctionner. Avec ce qualificatif de citoyen l'individu devient en réalité actionnaire de sa soumission, de son esclavage. Il devient accessoirement, par la même occasion un malade potentiel, un héros ordinaire et certainement le dindon de la farce du désastre industriel nucléarisé.

Dans cette dictature technoscientifique naissante, pour tous ces gestionnaires potentiels, la gestion n'en sera que plus confortable. Un citoyen qui se sent responsable et en plus coupable de

ne pas avoir réagi, n'est guère dangereux pour le système en place. Il y a peu de chance pour qu'il en arrive à renier sa lâcheté, sa compromission passée et qu'il finisse par se révolter. La principale corruption réside certainement aujourd'hui dans la dépendance et l'implication des individus dans le fonctionnement de cette société mortifère. Les citoyens élus ou pas devenant les collaborateurs de fait à la gestion des manigances dont ils ignorent tout jusqu'au moment où la catastrophe est flagrante et qu'elle ne peut plus être niée par les autorités. Si nous pouvons remercier nos gestionnaires de ne jamais nous avoir accablés de tracasseries inutiles, ils n'ont de cesse de nous faire Rappeur afin qu'ils puissent ensuite se faire passer pour les sauveurs de l'humanité. Parmi ces derniers, les écologistes d'État jouent le rôle de tartuffes et d'administrateurs de nos vies irradiées, toujours à la place que l'État leur assigne, en restant sur le terrain des alternatives énergétiques, du processus électoral. D'où les tractations, les compromis, les promesses destinées à ne pas être tenues et les jeux de lobbying qui culminent en période électorale. Pour le PS, il faut faire oublier son programme de 1981 avec un moratoire sur la construction de centrales nucléaires. Sœur sourire sans rire nous promet « *une extinction des centrales anciennes et des plus dangereuses* » ! Par son porte-parole viré de la manif de Cherbourg, les Verts français quant à eux, suivant leurs homologues allemands, s'engagent pour une sortie « sur trrreenntte aaaaaaann-

nnnnnnsssss » ! Quant au PC, fidèle à la défense inconditionnelle et intéressée des technocrates du CEA et des syndicalistes de la CGT d'EDF, il exige un « *nucléaire sécurisé et durable* ». Tout regroupement antinucléaire conséquent devrait avoir en mémoire la défaite du mouvement à la fin des années 70 et au début des années 80 due à la stratégie électorale prédominante, à une critique insuffisante et marginale de la société industrielle et de consommation.

L'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire ne relève pas pour nous



d'une surenchère. Elle implique la rupture avec les logiques capitalistes et étatiques nécessaire à notre lutte. Cette perspective autonome est certes difficile et incertaine et sa réalisation ne dépend pas seulement de nous mais elle est la seule qui nous semble digne d'intérêt et à laquelle nous voulons contribuer par notre plume ou par d'autres moyens. C'est la seule façon à notre avis de reprendre goût à la liberté et de vivre debout sans avoir en permanence une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes.

*Syndicat intercorporatif
de l'Essonne*

Énergie nucléaire : L'EPR reste à venir

Samedi 13 janvier 2007, le CANI (Collectif des Alternatives au Nucléaire de l'Indre) organisait une manifestation contre le projet de construction du nouveau réacteur nucléaire EPR. Il s'agissait ainsi de relayer un appel du Réseau sortir du nucléaire et du collectif Stop EPR. À Châteauroux, comme dans bien d'autres villes, des militants « écologistes » ont apporté au siège d'EDF un méga chèque symbolique de 3,3 milliards d'€, prix de la construction d'un réacteur EPR. C'est un tour de chauffe avant la journée de mobilisation du 17 mars 2007, où 5 grandes manifestations sont prévues en France (Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon, Toulouse), visant à faire pression sur les candidats aux élections présidentielles pour qu'ils s'engagent à renoncer au projet EPR et donc à privilégier une autre politique énergétique que le « tout nucléaire » imposé en France par décret depuis 1974. Rappeur, rappelons que si la presse fait état des hésitations des populations à accueillir des éoliennes, personne n'est ravi de voir une centrale nucléaire, un centre de traitement ou d'enfouissement des déchets radioactifs dans sa commune. Les Français sont d'ailleurs loin d'être enthousiastes face à l'énergie nucléaire : selon un sondage de la Commission européenne réalisé en 2006 : 21 % des Français y

sont favorables, mais 33 % opposés et 44 % sans avis ¹. Selon l'*Eurobaromètre* de la Commission européenne publié en janvier 2006, le développement de l'énergie solaire est réclamé par 48 % de l'opinion de l'Europe des 25 (63 % en France), l'éolienne recueille 31 % (38 % pour les Français) et le nucléaire seulement 12% (8 % en France).

La bataille de l'opinion publique est capitale. Le lobby nucléaire tente ainsi d'exploiter le réchauffement climatique, la réduction des gaz à effet de serre et la raréfaction du pétrole pour justifier un développement des centrales nucléaires. Le rapport « Une politique énergétique pour l'Europe » publié par la Commission européenne apporte de l'eau à leur moulin en soutenant le recours au nucléaire. *Greenpeace* critique vivement ces couleuvres en expliquant que l'objectif de réduction des gaz à effet de serre fixé par la Commission est insuffisant, que les ressources en uranium sont estimées à 60 ans ² ou encore que les centrales contribuent au réchauffement des eaux des cours d'eau utilisés pour le refroidissement des réacteurs (ce qui engendre une modification de la faune et de la flore aquatique). Globalement, la voie nucléaire n'est qu'un leurre dangereux puisqu'on tenterait de résoudre le problème du réchauffement climatique pour se retrouver rapi-

dement confronté à celui de la gestion de déchets hautement dangereux. Ce ne serait que déplacer et reporter les problèmes de pollution et d'épuisement des ressources. En outre, il sera impossible de pousser les pays de l'Union européenne à mener une politique énergétique commune axée sur le nucléaire, compte tenu de l'opposition de certains membres : 7 centrales ont fermé dans l'UE au 1^{er} janvier 2007 (Angleterre, Bulgarie, Slovaquie) et 3 pays ont planifié la fermeture de tous leurs réacteurs d'ici 2030 (Allemagne, Suède, Belgique) ³. L'incident de la centrale suédoise de Forsmark le 25 juillet 2006 ⁴ n'a pas rassuré les Européens. Bref, si les populations sont plutôt hostiles au nucléaire, il n'est pas certain que leurs dirigeants aillent jusqu'à les contredire dans ce domaine. Cette conscience populaire des dangers du nucléaire est la principale force de blocage à la prolifération des centrales. C'est donc le terrain de chasse des nucléophiles.

Il est nécessaire de démonter les arguments du lobby nucléaire, ce que les militants du CANI ont entrepris à travers une petite scénette réalisée sur la place du marché et relayée dans les médias locaux. Il faut également proposer des alternatives, en l'occurrence, les énergies renouvelables

(suite page 10)

(suite de la page 9)

non polluantes (« *Du vent, du soleil et de l'eau !* » pour reprendre un slogan de la manifestation du 13 janvier) sont privilégiées. Une étude du *Réseau sortir du nucléaire* expose un autre avantage de ces énergies : elles cré-

la remise d'un rapport d'experts mondiaux sur le climat), consistant à éteindre lumières et veilleuses pendant 5 minutes de 19 h 55 à 20 h. Un opération symbolique destinée à éveiller les consciences sur ce suicide collectif lent que représente notre mode de vie.

- 1 - Sondage mentionné dans un reportage du 13 h de France 2, le 10 janvier 2007.
- 2 - « Plan énergétique européen : Greenpeace dénonce une confusion des objectifs », *Lemonde.fr*, 10 janvier 2007.
- 3 - « Réchauffement du climat et pétrole cher relançant le nucléaire », *Le Monde*, 28 décembre 2006. Si l'article se fait l'écho bienveillant des recommandations de la Com-



raient 15 fois plus d'emplois que le recours aux nouveaux réacteurs EPR qui n'en créera que 3005.

Cependant, il serait dangereux de se limiter à rechercher le meilleur moyen de satisfaire nos besoins délirants en matière d'énergie. La sauvegarde de l'environnement est surtout incompatible avec notre mode de vie actuel et sa généralisation (l'empreinte écologique de notre pays représente 2,8 fois plus que ce que notre territoire peut régénérer⁵). L'association *Alliance pour la planète* a proposé une action, menée le 1^{er} février 2007 (jour de

Si la multiplication des « *petits gestes pour sauver la planète* » peut paraître dérisoire, c'est déjà un point de départ. À travers ces initiatives se développe une réflexion critique sur la vanité de notre civilisation, au sein de laquelle la consommation et l'enrichissement matériel écrasent l'épanouissement des êtres dans un cadre viable. Ce sont globalement les mêmes principes qui fondent l'exploitation des travailleurs et la destruction de notre environnement.

*Syndicat intercorporatif
de Châteauroux*

mission européenne favorables au nucléaire, il est aussi rappelé que la part de l'atome dans la production mondiale d'énergie passera de 6 % à 5 % en 2030. Dans l'UE, les pays nucléophiles sont: la France, la Finlande, les 3 États baltes, la Pologne et la Roumanie.

- 4 - « La Suède refroidie par ses réacteurs », *Libération*, 5 août 2006. En 1980, lors d'un référendum, 58 % des Suédois s'étaient prononcés en faveur du démantèlement des centrales nucléaires. Selon un sondage de juin 2006, 85 % de la population seraient favorables à la poursuite des centrales. Il est évident que si on leur repose la même question après l'incident, la tendance se sera de nouveau inversée.
- 5 - *Un courant alternatif pour le grand ouest*, enquête conjointe du Réseau Sortir du nucléaire et de Les 7 vents du Cotentin, février 2006. Le recours aux énergies renouvelables créerait plus de 5.000 emplois.

Histoire de con-finement menée ou qu'il est beau mon poulailler, mon petit intérieur !

Faisant suite à un précédent texte que nous avons fait paraître sur la grippe aviaire : « *La basse cour dépossédée* » qui s'appuyait sur un dossier de l'association GRAIN mettant en cause l'industrie avicole dans ce problème devenu mondial, nous vous livrons cette fois quelques réflexions sommaires sur les mesures de confinement proprement dites.

La peur n'évite pas le danger, le confinement non plus

Ces mesures nous ont été imposées et étaient censées contenir l'épidémie, on les retrouve d'ailleurs pour les hommes dans diverses gestions de catastrophes. Telles sont par exemple les mesures imposées de cloisonnement des personnes dans leur habitation ou le lieu où ils se trouvent avec obligations de barricader portes et fenêtres, de ne pas téléphoner, de ne pas boire ni manger, de ne pas aller chercher ses enfants, d'écouter la radio choisie par les autorités, etc., dans les exercices de simulation de catastrophes nucléaires possibles. Que ces mesures dans les abords proches d'un site nucléaire puissent paraître illusoire et aberrantes ne signifie pas non plus qu'elles soient totalement inutiles contre la propagation de germes ou de pollutions hautement pathogènes ou toxiques. Ce fut à certains moments,

comme pour la peste, des mesures d'isolement qui ne garantissaient pas totalement de la propagation pathogène mais qui la contenaient. C'étaient déjà le révélateur des nuisances de la concentration des activités humaines. Aujourd'hui, ces mesures de confinement ne sont en réalité que la suite aberrante de cet industrialisme aberrant. Ce confinement relève de l'idéologie dominante, c'est-à-dire d'une vie vécue sous bulle, d'une méfiance envers la nature et les autres, d'un déni du désastre industriel que l'on se refuse à remettre en question pour la simple raison que l'on en profite. Si cette supposée solution du confinement se révélera de plus en plus comme une prison pour tous, une banalisation d'états d'urgence et de couvre-feux, nous faisant ainsi payer le prix de notre collaboration volontaire ou forcée à ce monde criminel, il nous enfonce un peu plus dans l'artificiel et dans un monde hors-sol technoscientifique ludique, fait d'apparentes facilités et de propreté, mais dont nous aurons perdu la compréhension globale et le sens. Comme nous l'avons souligné, les mesures de confinement qui ont été imposées lors du précédent scénario de grippe aviaire (d'autres ne manqueront pas d'arriver) aussi bien aux particuliers ou petits éleveurs qu'aux indus-

triels de l'élevage avicole, ne feront en réalité qu'aider à la disparition des premiers et provoquer une sélection des plus performants chez les derniers. L'industrie avicole est, rappelons-le, la principale responsable de cette épidémie croissante dans le monde, aussi bien dans son apparition que dans sa propagation. Cette responsabilité commence à être reconnue piteusement sans faire trop de bruit dans certains médias, comme dans *Le Monde* du 27 février 2007 dans lequel il est déclaré : « *les experts soulignent le rôle de la mondialisation du marché de la volaille dans la diffusion de l'épizootie* » et que « *Même si la faune peut parfois jouer un rôle, on a plutôt le sentiment que l'essentiel de ce qui se passe aujourd'hui est lié à la multiplication rapide du virus dans les élevages et en particulier dans les grands élevages, qui lui donnent un potentiel multiplicateur énorme* ». C'est timide comme remise en cause, mais les oiseaux sauvages vont peut-être ne plus être regardés comme les oiseaux de malheur d'Hitchcock.

L'état de siège, un remède à la fuite

Pour relever un peu plus le côté cynique de cette histoire de

(suite page 12)

(suite de la page 11)

grippe aviaire, nous voudrions apporter quelques observations supplémentaires sur ces mesures de confinement qui nous semblent pour le moins assez illusoire, sauf peut-être d'un point de vue spectaculaire.

Tout d'abord, s'il est reconnu que la maladie peut être propagée par l'intermédiaire de mammifères ou oiseaux, le confinement pourra-t-il empêcher pratiquement des moineaux ou autres petits passereaux de venir picorer

ou d'entrer dans la zone supposée étanche ? Pourra-t-il empêcher les rats, souris, loirs d'y pénétrer même accidentellement ? Ce n'est guère pensable. Cette mesure de protection par le confinement agit sans aucun doute comme un miroir aux alouettes rassurant et ne peut rien garantir du tout. D'autant plus si l'on prend en considération l'intrusion indispensable de l'éleveur pour soigner ses volailles, qui devrait, s'il ne veut pas trop introduire ou sortir de germes indésirables et devenir malgré lui un agent propagateur, construire un sas de décontami-

nation dans lequel il devrait changer de tenue pour aller soigner ses bêtes. La tenue de rigueur étant bien entendu celle labellisée « NRBC » avec masque à gaz et traumatisme assuré chez les volatiles.

Quand on se donne la peine

demandait également d'enfouir à un mètre de profondeur une volaille retrouvée morte, que l'on devait au préalable enfermer dans un sac en plastique. Ceci ne relève pas d'un gag mais des prescriptions des formulaires préfectoraux. Si le sac



d'affronter la réalité de ce genre de mesures désespérées de sauvegarde de la vie industrialisée, on imagine assez facilement d'une part la qualité de vie que nous procureront ces mesures d'enfermement diverses, de vie sous cloche, et d'autre part le genre de vie improvisée et autonome que cela va aider un peu plus à éradiquer.

Autres remarques à propos cette fois d'un formulaire dicté par les services vétérinaires de la préfecture et distribué par les mairies qui nous demandait de déclarer et d'enfermer nos volailles. Dans ce formulaire on

plastique sans aucun doute biodégradable pourra certainement favoriser un bon bouillon de culture microbien, aucun responsable des services vétérinaires qui est à l'origine de ce genre d'obligation ne s'est amusé à creuser un trou d'un mètre de profondeur pour y enterrer une malheureuse poule. Si la force ne doit pas vous manquer, le temps ne doit pas compter non plus. Sinon, il ne vous reste plus qu'à faire intervenir l'entreprise de terrassement du coin surtout si le terrain est caillouteux ou gelé. Autant s'enterrer soi-même !

Quel sens peut-on trouver à tout cela quand on sait qu'il en sera tout autrement pour les pigeons de l'église, les pigeons voyageurs, les cygnes du châtelain du coin, du gibier d'élevage pour la chasse, etc. ?

Du contrôle, encore du contrôle, toujours du contrôle

Dans cette histoire de confinement, la grippe aviaire n'est pas le seul avatar. Il est manifeste que l'homme industriel s'applique à lui-même le sort qu'il réserve à ses bêtes. Récemment dans les écoles de la région parisienne (voire peut-être ailleurs ?), les enseignants ont reçu les directives à appliquer pour se confiner avec les élèves en cas d'accident majeur industriel ou nucléaire ! S'il n'y a malheureusement que les autorités pour prendre au sérieux un tel scénario avec à l'appui des exercices de simulation pour s'instruire des difficultés qu'ils auraient à rencontrer dans sa gestion, la population quant à elle sera guidée et triée comme du bétail et cela ne semble pas trop la déranger étant donné le peu de réactions que cela suscite. Dans ces directives, confinement oblige, il était amené une petite précision concrète et quelque peu logique qu'il n'est peut-être pas inutile de relever ici : les enseignants ont ordre de ne pas céder aux supplications des parents qui voudraient récupérer leurs enfants. Si nous nous laissons imaginer la difficulté laissée à l'enseignant afin d'assumer une telle décision, nous pouvons également facilement voir dans ce confinement, pour la bonne cause, une vulgaire prise d'otage pour empêcher les parents de fuir.

Enfin, l'isolement du chacun chez soi devient la norme appliquée à la situation « normale » comme à la situation de « crise ». Plus largement, la séparation dans tous les comportements humains, fait que la différence devient de plus en plus minime et que l'action ou l'idée collective est rangée au titre de danger. C'est une situation séduisante pour un idéal de gouvernance autoritaire où le confinement de la pensée et de la réflexion est réduit lui aussi à l'espace qu'on lui laisse : la participation, la cogestion et le réformisme. En fait, une opposition possible à ces mesures est concrètement bien difficile sinon de donner du grain à mou-

du nihilisme et du primitivisme. Lors du dernier congrès de notre syndicat en novembre dernier, nous avons proposé et fait accepter une motion contre toutes les technologies qui déposent l'humain de son contrôle direct. Cette motion n'est pas le fruit d'une idée fixe abstraite et idéologique, mais le résultat d'observations concrètes du délabrement de nos conditions d'existence et de ce qui nous reste d'autonomie. Nous recevons de plein fouet la déshumanisation de ce monde et l'avènement du règne de l'artificiel et du contrôle. Toutes ces mesures d'exception ne sont pas anodines, elles sont des outils du pouvoir, des camisoles volontaires,



dre au système pour se perfectionner. Alors, afin de ne pas remettre sans cesse et définitivement nos vies entre les mains d'experts ou d'autorités « bienveillantes », il nous reste une position de rupture radicale sans tomber toutefois dans les pièges

liberticides mais sanitaires pour nous faire accepter de gré comme de force ce monde si con et tellement... finement mené.

*Syndicat intercorporatif
de l'Essonne*

Des vérités qui dérangent...

À l'occasion de leurs vœux et en prévision des élections sans doute, le 26 janvier dernier les Verts de Corbeil avaient organisé une projection-débat du film de Al Gore et Charles Berling *Une vérité qui dérange*.

Outre que nous ayons eu droit à une messe électorale habituelle, un expert des Verts en questions climatiques était là pour monopoliser le « débat » et répondre à toutes les questions rentrant dans sa grille de lecture. Persuadés que nous ne pourrions exprimer entièrement un point de vue tellement différent, nous nous sommes

contentés d'observer et de faire notre critique par écrit.

La messe était dite déjà quand la centaine de personnes présentes, qui doit correspondre à l'électorat des Verts sur tout le canton, se mit à applaudir à la fin du film dont la bande-annonce affirmait sans rire : « *C'est le premier film catastrophe dont les responsables et les victimes sont dans la salle. Ce film lève les derniers doutes : les dangers climatiques globaux mettent l'humanité au pied du mur* ». Et pourtant, quelle tromperie ce film malgré

des vérités qu'il voudrait poser ! Duperie pour plusieurs raisons. Sur la forme déjà, car c'est tout simplement une propagande électorale à la gloire d'Al Gore. Et sur le fond, ce politicien clair-



Da la vice-présidence (1993-2001) du plus gros pollueur toutes catégories...

voyant joue sur le sentimentalisme et le catastrophisme pour se donner une belle image de citoyen soucieux de son environnement (qu'il est peut-être), mais qui n'hésite pas à vous déballer à plus soif et sans aucune critique son usage intensif de l'avion, ordinateur et autre matériel polluant. Que nenni des responsabilités et dégâts des systèmes industriels capitalistes ou communistes ! Pour ce visionnaire, toute la faute revient au citoyen lambda, c'est-à-dire vous et moi. En bref, ce film fait partie de ce

vaste chantier de culpabilisation des individus pour disculper l'industrie et le capitalisme de leurs logiques destructrices et mortifères.

C'est ce même travail de lobbying qui a été utilisé par le GIEC (Groupement International d'Experts d'Étude et Recherche sur le Climat) qui, sous la houlette de Chirac, a dévoilé dernièrement au monde entier ses préoccupations sur l'avenir climatique. Présenté comme indépendant, comme peut l'être un doigt dans une main, ce

GIEC réparti en sous-groupes est chargé par l'ONU depuis 1988 de publier des rapports sur l'évolution et l'état climatique, ainsi que sur les causes et solutions. Il en était sorti deux entre-temps et c'est le dernier rapport du premier groupe de scientifiques sur sa découverte de l'eau chaude qui vient évidemment de sortir. Ce sont bien sûr tous des experts et scientifiques et ils étaient les seuls à pouvoir l'affirmer, mais il fallait attendre que les conditions politiques leur permettent de l'ouvrir. Et on doit être dans un

sacré merdier pour qu'on leur offre une audience pareille, car dans ce milieu c'est rarement la révolte. On est démocrate et on crache rarement dans la gamelle qui nourrit. Leur rapport ce sont des demi-vérités comme celles d'Al Gore ou de Hulot si elles sont séparées des causes. N'empêche que cinquante ans en arrière la communauté scientifique réfutait cette idée de dérèglement climatique, dont le dernier des ploucs devinait déjà les effets. Mais voilà, il fallait des évidences, et pas de n'importe quel aveugle.

Quant aux solutions que ces fameux experts préconisent, ils vont dans la droite ligne du scientisme. Par exemple, ce serait l'énergie nucléaire pour combattre l'effet de serre. Alors que le nucléaire participe à l'effet de serre, c'est comme préconiser une emplâtre à une jambe de bois, des solutions qui n'en sont pas, des solutions qui s'avèreront désastreuses. On peut dire que cette communauté chiantie-ifique joue pleinement son rôle de nouvelle religion ou idéologie moderne pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Enfin, ce petit détour pour vous dire qu'en ce moment avec leurs élections proches, ils mettent le paquet tous ces politicards avec leurs alliés pour nous culpabiliser et nous responsabiliser des choix passés et à venir. Leur emploi du terme citoyen est d'ailleurs de plus en plus nauséabond, non pas tant pour la pseudo-république démocratique dont il serait le sujet

et qui n'a jamais fait illusion, que pour tout ce que ce concept dorénavant implique d'acceptation, de soumission, de mensonges et de tromperies. Ce terme illusoire de citoyen est entré dans la « novlangue » au service de la domination durable.

Ainsi, il faudrait être citoyen pour trier nos poubelles remplies des emballages industriels qu'on nous a collés de force, il faudrait encore citoyenner en nettoyant aussi les plages souillées pour des industries et un système de merde, en-



... aux leçons de morale planétaires, une constante : l'auto-promotion

fin pour être un bon couillon il ne faudrait plus prendre sa bagnole pour aller bosser dans leur zones industrielles pourries. En fait, on nous fait subir des logiques capitalistes et industrielles et c'est seulement nous qui pourrions les régler par un changement de nos pratiques quotidiennes. C'est un peu simplet de raisonner ainsi, car chacun sait et se rend compte que ce système nous force à des choix technologiques, sociaux et politiques, qu'il en a les moyens et dans le même temps, il nous dépossède de nos moyens et de nos espaces d'autonomie.

La bonne volonté requise envers la population est encore un trompe-l'œil. Car évidemment que les États ne comptent pas sur la bonne volonté qu'ils savent bien inefficace et irréalisable pour la plupart, mais sur la culpabilisation et les mesures autoritaires inévitables que l'on imposera ensuite pour réduire les dégâts de « l'activité humaine ». Ce qui est prévisible et se précise, c'est l'évolution arbitraire et totalitaire de ce système à tendance écologique. Un éco-totalitarisme en quelque

sorte qui se répèrtera évidemment surtout sur les plus démunis, au service du bien-être d'une minorité mais sous le prétexte de la survie de l'ensemble. L'État et l'armée tiendront pleinement leur rôle de contrôleur social pour le bien « de tous » et mettre hors d'état de nuire les terroristes que seront les individus qui oseront s'opposer à des mesu-

res si nécessaires. En attendant, les écolos dont les Verts dans ce borbier servent d'accompagnateur dans ce « jeu démocratique de dupes », où la contestation est sans cesse récupérée et utilisée pour que ce borbier soit durable. Quelle merde ! Alors si vous avez une idée de comment s'en sortir autrement que par la tartufferie des élections ou des religions, surtout écrivez-nous car ça nous intéresse, ces vérités qui dérangent vraiment.

*Syndicat intercorporatif
de l'Essonne*

Levallois : point sur la lutte pour un logement décent pour tous

Dans la nuit du 15 novembre 2006 à Levallois, 17 personnes (dont des jeunes scolarisés à Levallois) ont été évacuées par la force de l'immeuble qu'elles occupaient, car celui-ci était jugé insalubre, sans proposition concrète de relogement. Certaines de ces personnes vivaient ici depuis plus de 25 ans et demandaient un logement depuis 1984 ! En réaction, des jeunes de Levallois s'organisent en Mouvement Solidaire pour le Logement¹ avec certaines des personnes expulsées et appellent à manifester devant la mairie² le samedi 2 décembre. Ils font le tour de diverses organisations syndicales et politiques afin d'obtenir du soutien et de faire connaître leur lutte. Le PS – sous la forme de sa représentante au Conseil municipal – contacté refuse de venir aider le rassemblement, disant que l'opposition c'est eux et que les jeunes peuvent aller se faire voir.

Samedi 2 décembre : Première manifestation organisée par le Mouvement Solidaire et déposée à la préfecture. Une délégation est reçue par la mairie, qui ne donne aucune réponse. Une élue PCF annonce qu'elle enverra une lettre à la préfecture afin d'obtenir d'elle des « logements-tiroirs »... Suite à ce rassemblement, le skyblog [site Internet créé sur le site de la radio RAP Skyrock soi-disant la radio libre numéro un sur le rap : « total

respect, zéro limite » tu parles...] créé une semaine avant afin de lancer l'appel à la manif, a été supprimé sans préavis de la part de l'hébergeur, de même que tous les autres skyblogs faisant référence à cette mobilisation... Le rassemblement étant un succès, l'élue PS rappelle le collectif pour lui dire qu'elle a entendu parler de la manif, que c'est très bien que des jeunes se mobilisent, mais que maintenant il faut arrêter les manifs et laisser faire les professionnels de la politique...

Samedi 9 décembre : Malgré un nouvel appel à manif, non déposée cette fois, seule la police municipale est sur place. Les manifestants, contrairement à la semaine précédente, respectent cette fois-ci la volonté d'autonomie du mouvement, car ils ne portent plus d'autocollants organisationnels. En présence de la famille expulsée, nous avons tenté de rentrer dans la mairie ; nous nous sommes fait repousser à la fois par la police municipale et par ses amis sans uniforme (PS, Téléthon...). Sous la pression de ce comité d'accueil, une vitre de la mairie a fini par céder, permettant de faire partager à nos chers élus un peu du froid que subissent au quotidien les mal-logés.

Samedi 16 décembre : C'est le début du marché de Noël dans la

cour de la mairie. Nous sommes toujours là. Ce coup-ci, face à nous, la police nationale est bien présente, formant un cordon devant la mairie pour nous empêcher d'approcher. Nous distribuons donc les tracts sur le marché de Noël expliquant la situation et demandant le relogement de la famille expulsée à Levallois. La lettre du préfet adressée à la mairie de Levallois est alors lue au mégaphone : celle-ci stipule que la famille doit être relogée à Levallois et pas ailleurs. Le maire a pourtant annoncé à la famille lors de leur dernière rencontre qu'elle devait accepter la proposition de logement à Bois-Colombes, sans quoi la mairie ne s'occuperait plus d'elle ! Par ailleurs, la famille a été « invitée » à ne plus venir lors des rassemblements. Censure et intimidation constituent donc l'essentiel des méthodes de la mairie, qui essaie par tous les moyens d'étouffer l'affaire. Notons également que le préfet ne mentionne que la famille expulsée dans son courrier et pas les autres personnes jetées dehors, qui se débrouillent aujourd'hui entre la rue et l'hôtel et dont personne ne se soucie dans les sphères institutionnelles.

Lundi 18 décembre : Un conseil municipal se tenant ce jour, nous avons décidé de venir y déployer une banderole pour maintenir la pression sur la mairie. En entrant

nous avons pu constater que la police municipale était présente en nombre. Nous avons pu assister à une partie du conseil municipal et nous rendre compte de l'emprise totale de Balkany sur l'ensemble du conseil, rejetant avec mépris toutes les critiques venant des rares élus d'opposition, que seules les questions d'impôts locaux trop élevés semblaient intéresser. C'est alors que nous avons silencieusement déployé une banderole « *solidarité avec les mal-logés* ». Balkany agita immédiatement sa clochette dorée afin de suspendre la séance et il demanda aux « forces de l'ordre d'évacuer les perturbateurs ». Les policiers municipaux vinrent pour nous expulser de la salle, nous avons été fermement conduits hors de la mairie, croisant au passage l'élue PCF, qui jouait parfaitement son rôle d'opposante inutile à Balkany, comptant par la même occasion sur ce coup de gueule pour se mettre dans la poche à peu de frais les lycéens en colère. À notre sortie, les agents ont retenu l'un des nôtres dans le bâtiment afin de contrôler son identité, ce à quoi il avait déjà eu droit plus tôt dans la soirée par un policier de la BAC (comme s'il avait changé d'identité depuis...). Nous avons donc déambulé banderole à la main en distribuant des tracts aux bourgeois qui parcouraient encore le ridicule marché de Noël. En repartant, nous avons pu voir, sur une vitrine d'une agence immobilière, que la mairie vend un 4 pièces dans ses propres murs pour la modique somme de... 690 000 euros ! Et après, il y en a qui prétendent qu'il n'y a pas de logements vides...

En raison des vacances de Noël, les rassemblements hebdomadaires sont suspendus.

Samedi 6 janvier 2007 : Fin des vacances, reprise des rassemblements. De nouvelles personnes souffrant de problèmes de logements rejoignent la lutte. Rien à signaler de spécial, si ce n'est une petite visite au local de l'UMP tout proche où se tenait une permanence. Une chanson slogan fait son apparition : « *Promenons-nous dans Levallois, tant qu'Balkany n'y est pas, mais si tu veux te loger, tu peux aller te brosser* ». Aucun contact avec qui que ce soit de la mairie n'a lieu, le bâtiment étant soi-disant vide d'élus... Un journaliste du *Parisien* est présent, cela donnera lieu à un article que nous n'avons pu voir.

Samedi 13 janvier : Ce samedi, c'est galette des rois à la mairie. Une fois rassemblés, nous sommes entrés dans la cour de la mairie, comme d'habitude, en criant nos slogans : « *non aux expulsions* », « *expulsez la mairie, relogez les sans-logis* ». Immédiatement, le maire surgit de la mairie et commença, seul, à nous pousser. Les policiers, tant nationaux que municipaux, lui emboîtèrent le pas et nous expulsèrent manu militari hors de la cour de la mairie pendant que Balkany, en première ligne, y allait de ses intimidations physiques et provocations verbales : « *c'est moi qui fais la police ici* », « *t'as vu ta tronche ?* ». Il ne manque pas de préciser qu'aujourd'hui il ne peut pas nous tolérer car « il reçoit ».

Les portes n'ouvraient pour la galette municipale qu'à 17 heures. Les gens étaient donc invités à attendre dans la cour, dans des files d'attente. Quant à nous, les policiers nous ont empêchés d'approcher sous prétexte qu'il fallait un carton d'invitation. Nous sommes allés vérifier cette informa-

tion auprès des braves citoyens qui infirmèrent les propos des policiers.

Nous regrettons la réapparition des étiquettes politiques sur les manifestants cherchant à mettre en avant leur organisation, principalement le PCF. Cerise sur le gâteau, le maire PS de Clichy-la-Garenne est venu nous serrer la main à la chaîne en nous vantant les mérites de sa politique du logement social puis reparti aussi soudainement qu'il était apparu, nous laissant tout pantois devant tant d'opportunisme politicien.

Tout compte fait, nous sommes satisfaits de ce rassemblement : les 200 ou 300 personnes venues pour la galette n'ont pas pu ne pas nous voir et nous entendre, certains très jeunes manifestants étant même parvenus à passer le barrage policier pour distribuer des tracts dans les files d'attente dans la cour de la mairie.

Samedi 20 et 27 janvier, samedi 10 février (Pas de rassemblement le 3) : Voir sur le blog du Mouvement Solidaire pour le Logement pour les infos.

Lundi 12 février : Pour la deuxième fois depuis le début de la lutte, se tenait un conseil municipal. Comme la fois précédente, nous nous sommes déplacés pour y assister. À notre étonnement, il nous a fallu attendre plus d'une heure dans le froid devant la porte de la mairie avant de pouvoir entrer, car la mairie avait semble-t-il décidé que nous resterions dehors ! La chef de la police nous indique cependant que nous pouvons attendre un peu, car nous pourrions peut-être rentrer plus tard, et profite de ce temps pour nous informer que la prochaine

(suite page 18)

(suite de la page 17)

manif non déposée serait considérée comme un délit, et que les policiers agiraient en conséquence. Au bout de ¾ d'heure, nous commençons à entonner quelques slogans, las de patienter... Un adjoint se présente alors à nous, autorisant l'entrée des personnes majeures dans la mairie... Nous sommes donc invités à présenter notre carte d'identité afin de vérifier notre âge (bien entendu). La ficelle est si grosse qu'on en rie encore : il va de soi que nous refusons de présenter nos papiers. Bref, 15 minutes plus tard, le même adjoint revient, le code civil à la main, tout dépit de n'avoir effectivement trouvé aucun texte de loi justifiant notre interdiction de pénétrer dans la mairie.

C'est qu'il y a très vraisemblablement une explication à tout cela : ce conseil municipal était précisément celui où le seigneur Balkany comptait effacer sa dette envers la commune, à qui il devait la modique somme de 230 000 euros. Comme par hasard, nous avons été autorisés à entrer une fois que le point de l'ordre du jour traitant de cette question était terminé. Voici l'affaire (citation du journal 20 minutes³) : « *Le 7 mai 1996, Patrick Balkany avait été condamné par le tribunal de grande instance de Nanterre, jugement confirmé en appel et en cassation, à 15 mois de prison avec sursis, deux ans d'inéligibilité, 30 000 euros d'amende et près de 120 000 euros de dommages et intérêts, « pour avoir affecté trois agents municipaux de la ville de Levallois-Perret à son usage personnel », selon un communiqué d'Olivier de Précigout, conseiller municipal UMP d'opposition. Par ailleurs, la justice administrative l'a également condamné à rembourser à la ville environ 524 000*

euros, représentant les salaires des trois agents communaux sur la période durant laquelle ils ont travaillé pour M. Balkany, et 230 865,57 euros représentant les intérêts de cette somme. »

Après quelques dizaines de minutes passées dans le Conseil municipal, et la menace par Balkany de terminer le conseil à huis clos à cause de la relative agitation qui mouvait l'assistance par moments, nous décidons de partir de nous-mêmes. Madame Balkany, première adjointe au maire, nous invite à revenir une fois suivante « *pour prendre des leçons d'éducation civique* ». C'est vrai, faire disparaître 230 000 euros de condamnation grâce aux finances publiques, c'est un bel exemple de civisme. Merci Balkany.

À l'heure qu'il est, nous savons qu'une famille se débrouille pour se loger chez des amis, et une autre a été relogée de façon provisoire dans la ville voisine de Clichy-la-Garenne, dans un logement qui est bien trop petit par rapport à ses besoins.

En raison des vacances, les rassemblements sont suspendus, mais nous appelons dorénavant et déjà à la reprise de ceux-ci dès le samedi 10 mars à 15 heures, devant la mairie de Levallois (métro ligne 3, station Anatole France).

*Syndicat intercorporatif
de Paris Nord*

- 1 - Coordonnées du Mouvement Solidaire pour le Logement : <http://solidaires.blogspot.com/>
- 2 - Coordonnées de la mairie : Hôtel de Ville, Place de la République, 92300 Levallois. Tel : 01 49 68 30 00 Fax : 01 47 31 26 73. Pas d'adresse mail sur le site Internet mais la possibilité d'envoyer un message directement sur le site ici : http://www.ville-levallois.fr/eQ_contact1.php3
- 3 - sources: <http://www.20minutes.fr/article/139007/20070213-actualite-france-Levallois-Perretfait-cadeau-de-231-000->

La privatisation de la Poste s'accompagne d'un anti-syndicalisme inédit dans le service public

Déclinant sans faille la politique des gouvernements européens de libéralisation des services voir les directives de Bruxelles) : loi de régulation postale, filialisation et sous-traitance, création de la Banque postale en 2006, rentabilisation des services (exemple : radiation d'un grand nombre de boîtes postales, etc.)

La Poste vient se placer à la pointe de l'antisindicalisme par une instruction du 24 mars 2006 qui retranscrit un accord conclu le 27 janvier 2006 entre sa direction et les syndicats dits représentatifs : CFTD, FO, UNSA et CGC, où sont interdits d'expression syndicale (droits d'affichage, de distribution de tracts, de collecte de cotisations, de réunion dans les locaux hors temps de service) les organisations syndicales, légalement déclarées - qui avaient ces droits reconnus auparavant - qui n'ont pas la représentativité électorale dans les scrutins professionnels (CAP - CCP - CA).

Les répercussions dans tout le service public et au delà dans la société civile en général ne devraient pas tarder à se faire sentir.

1/ - Des syndicats comme ceux de la CNT-AIT sont de fait interdits aujourd'hui, car comment exister, légalement en tout cas, sans droit d'expression ?

2/ - Comment, dans la même logique de droit, d'autres formations syndicales portant d'autres orientations pourraient-elles apparaître ?

3/ - Dans cette période de régression des droits démocratiques et des libertés publiques, quel syndicalisme peut être envisagé pour demain ?

4/ - Après l'éviction des syndicats révolutionnaires, qu'advient-il, à leur tour, des syndicats qui présentent des velléités combattives si nous ne résistons pas tous ensemble à cette réglementation scélérate ?

Afin de répondre à ces questions et d'échafauder des arguments pour ce combat crucial, la CNT-AIT vous invite à venir débattre sur ces thèmes le : vendredi 30 mars 2007 à 20 H 30 Salle de la libre pensée 10-12 rue des Fossés - St Jacques 75005 Paris, Métro Cluny la Sorbonne, RER Luxembourg.

*Tract du Syndicat des Travailleurs,
Chômeurs et Précaires de Paris*

Le « manifesthon » des lycéens castelroussins

« Du jamais vu à Châteauroux » constatait La Nouvelle République ¹ au lendemain d'une manifestation qui a rassemblé plus de 600 lycéens réclamant la régularisation d'un de leurs camarades. Ils ont peut-être décidé de lancer un nouveau défi : le « manifesthon », consistant à dépasser les records de manifestants.

Senjur est scolarisé au lycée Blaise Pascal de Châteauroux. Originaire de Macédoine, il a fui ce pays avec son frère aîné Demir en raison du conflit qui l'a déchiré à partir de 2001. Senjur, arrivé en 2005, a été blessé au visage à coups de couteau ; son père est resté handicapé des suites de ses propres blessures et son frère aîné, réfugié depuis 2001, également victime du conflit, dispose d'un titre de séjour. Dans de telles circonstances, on voit mal pourquoi ce qui a été accordé à l'un est refusé à l'autre, surtout si l'on considère ce que Senjur a subi et les risques qu'il encourt dans son pays. Demir a pu être régularisé car il avait décroché un emploi en CDI, donc jugé « utile ».

Comme il est majeur et que l'OF-PRA a rejeté son dossier, Senjur est expulsable. La préfecture de l'Indre a simplement accepté que Senjur puisse finir son CAP électrotechnique en juin 2007... et après ? L'administration a affirmé qu'il devrait alors quitter le pays, de gré ou de force. Profondément inquiet sur son sort incertain, Senjur a déjà perdu près de 15 kilos et apparaît visiblement traumatisé selon ses amis. Dans de telles conditions, il ne lui sera pas facile de poursuivre sa scolarité et de réussir son examen. Pourtant, ses

professeurs témoignent de son sérieux et de ses efforts d'intégration. Pour les lycéens du Collectif de soutien à Senjur, il est inacceptable qu'il puisse être renvoyé dans un pays où lui et ses proches ont été brutalisés et risquent de subir des représailles. Ils ont donc décidé de se mobiliser pour obtenir la régularisation de leur camarade en faisant pression sur l'administration. Pour cela, il leur a fallu s'organiser d'eux-mêmes, sans véritable appui extérieur et avec une certaine précipitation ². En bref, un bel exemple d'autogestion des luttes. Des relations et des pratiques de mobilisation héritées du mouvement anti-CPE, dans lequel les lycéens castelroussins s'étaient illustrés, ont permis la réussite de cette manifestation. Le Préfet avait prévenu qu'il serait attentif aux effectifs du cortège, il a dû être rassuré sur la motivation des lycéens.

Il reste à voir ce que ce mouvement va devenir au lendemain des vacances scolaires et compte tenu de la détermination du ministre de la Frayeur à rafler l'électorat du FN aux dépens des personnes cherchant refuge en France. On peut espérer une intensification de la mobilisation grâce au « bouche à oreille » et une diffusion de l'information concernant le cas de Senjur au sein de tous les lycées. Le renfort des enseignants et des parents d'élèves est bien sûr souhaitable, notamment à travers le concours de RESF 36. Néanmoins, il est capital que le Collectif de soutien conserve son autonomie et que les lycéens ne soient ni commandés, ni manipulés (en l'occurrence, il n'y a guère de risque que cela se pro-



Manifestation lycéenne jeudi 18 janvier, Paris

duise). Comme dans toute lutte, si les principaux acteurs perdent le contrôle du mouvement, on est certain de voir la dynamique s'effondrer à force d'attendre des consignes ou de les déplorer.

Quel que soit le résultat des élections, il serait dangereux de s'en remettre au bon vouloir de décideurs tout-puissants qui n'ont guère brillé par leur courage politique dans le domaine de l'immigration. Seule la lutte paie!

*Syndicat intercorporatif
de Châteauroux*

- 1 - « Les lycéens de Blaise Pascal manifestent pour aider Senjur », décembre 2006.
- 2 - Astreints à un devoir de réserve, les personnels du lycée doivent être prudents dans leur soutien au mouvement, ce qui ne les empêche pas d'y participer. Sans préavis de grève pour les enseignants, les lycéens ont manifesté quasiment seuls, accompagnés de quelques adultes, dont des profs. L'information concernant le rassemblement a dû circuler très vite dans les autres établissements: on a tiré 1.000 tracts devant être diffusés dans les autres lycées le lundi pour une manif prévue le lendemain. Si on ajoute le froid, on peut espérer qu'en cas de nouvel mobilisation, le « manifesthon » batte un nouveau record. Autre soutien logistique : un mégaphone fourni par la FSU. Le Réseau Éducation sans Frontières 36, auquel nous participons, n'a fait que relayer l'information. Parallèlement, c'est la LDH, autre membre de RESF36, qui s'occupe plus précisément du dossier juridique de Senjur. Parmi les manifestants, on trouvait des lycéens de Blaise, PMC, Jean Giraudoux ou encore Les Charmilles).

Éclairage... sur le droit d'asile

Comment se fait-il que l'OFPRA ait rejeté la demande d'asile de Senjur compte tenu de son vécu ? C'est surprenant, mais, malheureusement, fort naturel.

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides, qui examine les demandes de séjour en France, subit des pressions découlant de la politique de fermeté en matière d'immigration menée par Sarkozy¹. Les différentes lois relatives au séjour des étrangers et à l'attribution du droit d'asile, dont la loi CESEDA, ont pour objectif de limiter l'immigration (pourtant nécessaire selon des études françaises ou des consignes européennes), mais aussi de stigmatiser les étrangers. Des restrictions ont donc été imposées quant au regroupement familial ou à la reconnaissance des mariages mixtes (franco-étranger), c'est-à-dire au droit de vivre en famille. Globalement, les étrangers sont systématiquement soupçonnés d'être des menteurs, des tricheurs et des falsificateurs. Si le gouvernement a pu se féliciter d'avoir fait baisser les flux migratoires (-2,6 % entre 2004 et 2005), cela ne signifie pas qu'il y ait moins de misère dans le monde, mais que les déshérités sont priés d'aller voir ailleurs. Pour décourager les prétendants à l'immigration, on va jusqu'à vider le droit d'asile de son sens. Ainsi, les réfugiés ne disposent plus que de 21 jours pour déposer un dossier en français. Un moyen infaillible pour expulser à la chaîne des malheureux n'ayant pu faire valoir la gravité de leur situation². D'ailleurs, quand Sarkozy fixe des objectifs chiffrés d'expulsion, il donne le ton et impose de multiplier les reconduites à la frontière, quelle

que soit la pertinence de la demande d'asile. Une autre stratégie consiste à limiter le champ d'application du droit d'asile : par exemple risquer de mourir de faim, vivre dans des conditions déplorables n'est pas un argument recevable. La maladie ne le sera bientôt plus car un projet de circulaire prévoit de refuser l'attribution d'un titre de séjour si « *un traitement approprié existe dans la capitale ou au moins dans une ville du pays* »³.

Conséquence de cette politique, le nombre de demandes d'asile chute (-16 % entre 2004 et 2005) et le taux d'attribution d'un titre de séjour s'effondre⁴. L'un des moyens d'y parvenir est de recourir à la « procédure prioritaire », comprendre bâclée, qui concerne 23 % des dossiers en 2005, contre 10 % en 2003, et débouche sur 2 % de régularisations ! Celle-ci est notamment employée lorsqu'il y a présomption de demande frauduleuse émanant d'un ressortissant d'un des pays « sûrs » dont la liste a été instaurée en 2005, mais qui est vivement contestée⁵. Par exemple, le Kosovo est considéré comme sûr (d'où l'expulsion de la famille Raba), pourtant des gendarmes mobiles de Châteauroux y sont partis en octobre 2006 pour des missions de maintien de la paix.

En 2006, le taux d'accord de l'OFPRA est tombé à 7,6 %. C'est en fait la Commission de recours des réfugiés (CRR), chargée de réexaminer les dossiers après un refus de l'OFPRA, qui accorde le plus d'autorisations de séjour: 9 600 contre 4 200 pour l'OFPRA. Le taux global de régularisations se maintient ainsi à 19 %⁴. Problème : le CRR dépend complète-

ment de l'OFPRA alors qu'il est censé pouvoir s'opposer aux décisions de celui-ci⁶.

De nombreuses organisations (GISTI, CNDH, Forum Réfugiés...) se sont émues et ont affiché leur inquiétude face à cette remise en cause du droit d'asile organisée par l'État français.

*Syndicat intercorporatif
de Châteauroux*

- 1 - Sur le fonctionnement de l'OFPRA quant à l'attribution des titres de séjour et la réalité de ces pressions, voir le témoignage de Clémence Armand, *Droit d'asile, au non de quoi ?*, éditions Toute latitude, 2006. Une présentation de l'ouvrage est disponible sur http://www.educationsansfrontieres.org/article.php?id_article=3282. On trouvera aussi un autre témoignage : « *Je ne veux plus trier les réfugiés* » de Catherine Legall publié dans *L'Express*, 19 janvier 2006. Voici un extrait : « *Un Tamoul prétend avoir été persécuté par la police du LTTE [Tigres de libération de l'Eelam tamoul]. Qu'est-ce que je dois faire ?* » « *Il n'y a pas de police au LTTE* », affirme-t-il [son chef], *l'air amusé de ma naïveté. Sa réponse me surprend. Je cours voir un collègue qui connaît très bien le pays.* » « *Mais bien sûr que si, dit-elle, le LTTE a une police. D'ailleurs, tu peux lire cet article* », « *ajoute-t-elle en me tendant un article du Times sur le sujet.* » Ces 2 officiers de protection ont démissionné de l'OFPRA, écoeurés par leur boulot.
- 2 - Outre les dossiers rejetés après un examen sommaire, 900 demandes n'ont pas été examinées en 2005 faute d'avoir été déposées à temps (*Rapport d'activités 2005* de l'OFPRA, p.23). En 2005, le taux d'admissions globales était, en raison de nombreux rattrapages, de 27 % (17 % en 2004), mais de 8 % seulement pour les décisions de l'OFPRA.
- 3 - « *Le droit des étrangers malades à être régularisés pourrait être restreint* », *Le Monde*, 12 novembre 2006.
- 4 - « *Droit d'asile : la France restreint l'accueil* », *Le Monde*, 22 décembre 2006.
- 5 - « *La Bosnie, l'Albanie, l'Ukraine sont-elles des pays sûrs ?* », *Le Monde*, 22 décembre 2006.
- 6 - « *L'étrange statut de la Commission de recours* », *Le Monde*, 22 décembre 2006.

Lutte des sans-papiers, fac de St-Denis

Il s'agit ici, ami lecteur, de revenir sur l'occupation qui a eu lieu à l'université de Saint-Denis (Paris 8) pendant la – ô combien judicieuse – période de la semaine avant les vacances. Sans soutien massif de la part des étudiants, parfois non informés de la lutte et déjà sur le chemin des vacances de Noël, les sans-papiers se sont heurtés rapidement au problème de la fermeture de la fac. A priori, cela empêchait que le mouvement s'inscrive dans la durée.

Au départ, premier tract ¹ : le problème de la précarité dans son ensemble est posé à travers le prisme de la question des sans-papiers. Dans les faits, il s'agit plutôt d'une position avant-gardiste qui ne reflète absolument pas la réalité du mouvement. Ce tract met en lien le monde du travail, la situation des sans-papiers (et aussi des étudiants salariés), dénonce l'exploitation des sans-papiers dans le cadre du salariat, la concurrence de tous contre tous...

Le second tract ² atteste d'un changement de perspectives de luttes. On y retrouve désormais les revendications classiques des collectifs de sans-papiers (des papiers pour tous, arrêt des expulsions, fermeture des centres de rétention...), mais plus de références explicites à la lutte globale contre la précarité généralisée, le salariat, etc.

À grands traits, ce mouvement a recoupé trois aspects :

- manque de préparation préalable

- erreur tactique majeure dans le choix de la période
- préexistence d'une oligarchie, d'une direction du mouvement.

Précipitation et grève de la faim

En se plaçant dans une situation d'urgence et sans construction d'un rapport de force avant l'occupation, la seule possibilité pour ne pas se faire évacuer rapidement, était de « dialoguer » avec l'administration, de demander l'appui de la présidence. Au niveau logistique, par exemple, on voit mal en effet, comment des autoréductions au CROUS auraient pu être menées sans une force conséquente. En réalité peu de soutiens étudiants, quand on pense qu'il y a quelques centaines d'étudiants sans-papiers dans cette fac...

Une grève de la faim (il y eut 25 grévistes) se manifeste au bout de deux jours. Cette action, autant aventuriste que victimisante, traduit le manque total de vue stratégique, affaiblit toute possibilité de lutte dans la durée. En se privant de moyens de résister, de combativité, cette méthode, suscitant plus l'apitoiement, a montré une fois encore son inefficacité. Devant le fait accompli, les personnes présentes en soutien étaient surtout observateurs/trices, et se sentaient plus âme charitable qu'acteurs d'une lutte.

Les AG

Les assemblées générales ont révélé ce qui était déjà évident avant la lutte. La parole est bien

souvent confisquée, concentrée par quelques autocrates, distribuée arbitrairement : « *ce n'est pas un débat* » (sic), « *pas de commentaires* » (!) . Or, qu'est ce qu'une AG si ce n'est un lieu de débats, de confrontation, de réflexions, pour l'élaboration de la lutte, un lieu de prise de décision *souverain* ? Le clou du spectacle aura probablement été la « conférence de presse » du jeudi 21 décembre... où la presse n'a pas même daigné se déplacer. Cet exemple – tout le monde n'était pas au courant – illustre bien le fait que les décisions se prenaient dans les couloirs.

La question est donc posée : qui décide ? Comment se fait-il qu'une chefferie s'installe alors que la lutte se profilait dans un premier temps en dehors des récups ?

L'apathie généralisée (y compris des militants) explique largement cet état de fait, habitués que nous sommes à des luttes découpées, segmentées où on s'aperçoit vite qu'il y a une ligne de fracture entre les « soutiens » et les sans-papiers. Imaginaire, cette ligne dessinée par le pouvoir, est représentée par les acteurs eux-mêmes dans le déroulement de la lutte. Une autre encore s'est tracée entre les grévistes de la faim et les non-grévistes. C'est ainsi qu'apparaît rapidement une hiérarchisation des protagonistes, où se mêlent paternalisme et « fausse conscience ». On a pu assister également à l'arnaque de certains

(suite page 22)

(suite de la page 21)

qui se sont posés comme interlocuteurs privilégiés de l'administration, sans qu'aucune décision d'AG ne soit ressortie dans ce sens.

Et si l'idée de l'autonomie faisait son chemin...

L'absence de débats, la rétention d'informations restent les mécanismes principaux des prises de pouvoir, et autant d'escamotages de prise de parole collective, de déni de « démocratie ».

Comment faire en sorte enfin que les luttes prennent un sens dans un contexte large, qui pose d'abord le problème de la prise de décision, et mette à nu tous les rapports d'oppression effectifs – déjà au sein même de la lutte pour pouvoir créer une véritable dynamique collective ? La période sociale est largement aux attaques tous azimuts. Pour ne pas se retrouver dans des impasses, et gagner des victoires petites ou grandes, toutes les micro-résistances qui émergeront ne devront pas perdre de vue leurs propres modalités d'organisation des luttes. Ces dernières – autant que faire se peut en dehors des carcans spectaculaires et institutionnels – devront appartenir à tous moments à leurs acteurs.

*Syndicat intercorporatif
de Paris Nord*

- 1 - Tract rédigé par le comité de lutte de Paris 8 en compagnie de quelques sans-papiers. Un bulletin du comité de lutte tire le bilan de ce mouvement plus en détail. Il sera disponible fin janvier. Si vous êtes intéressé-e-s pour le recevoir, envoyez un petit mot au syndicat.
- 2 - 2^e tract : « *Étudiants, travailleurs sans-papiers, même problème, même combat* ».

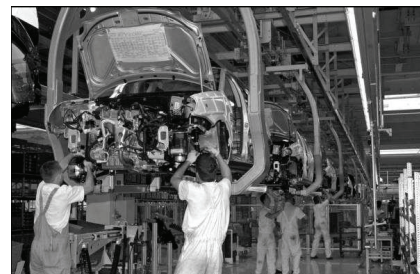
Philosophie de la sélection

Voici quelques mois, je lisais sur Internet un article du Monde, article nous informant de la condamnation du groupe Valéo (équipementier automobile) par les Prud'hommes à verser 4,3 millions d'euros à 260 de ses salariés pour licenciement abusif en 2004.

Mon propos n'est pas ici de relater cette affaire dans ses détails, quoique je me réjouis de voir une entreprise devoir donner de l'argent (argent tout de même gagné de toute façon par les salariés) à des licenciés, même si la somme ne représente que 17 300 euros par personne, ce plus de 2 ans après les licenciements.

En fait ce qui m'a le plus choqué, ce sont les réactions de certains lecteurs abonnés *du Monde* qui postent sur le site du journal leurs remarques concernant les articles. Il faut savoir que la majorité des commentaires de ces lecteurs abonnés (seuls les abonnés peuvent s'exprimer...) ne remettent aucunement en cause les licenciements et ne portent aucune critique sur les entreprises mais cherchent, souvent par des pseudo arguments économiques, à justifier les choix de Valéo : « *pauvre Groupe soumis à la loi de la concurrence et du libre marché* ». Je vais prendre le commentaire qui me semble refléter au mieux l'ambiance idéologique de la société aujourd'hui :

Jérôme G (les pseudo sont anonymes) : « *C'est plus compliqué que ça : 1/ pendant des années Valéo a payé des montagnes de charges ; 2/ une entreprise qui délocalise*



ses appros emploie plus de salariés bien payés et la part de charge augmente ; 3/ elle augmente sa marge et donc ses impôts ; 4/ en se mettant à l'abri de problèmes futurs elle renforce sa propre pérennité et donc celle de ses emplois 5/ si elle délocalise pas, ses concurrentes le font.....La seule solution c'est de s'adapter à son environnement. »

Voilà dans l'ensemble la teneur des commentaires, mais laissons de côté le *charabia économiste* et intéressons nous à la dernière phrase : « *La seule solution c'est de s'adapter à son environnement* ». On retrouve dans cette formule, comme c'est le cas dans de nombreux autres domaines de la société, le plus pur concept de la sélection naturelle, qui a fait en d'autres temps le bonheur des mouvements de droite et d'extrême droite et de la domination (capitalisme compris). Cette pensée vise à justifier scientifiquement, c'est-à-dire par une loi physique et matérielle (ici la nature et l'économie), l'exploitation d'une minorité sur une majorité, c'est-à-dire la mise au pas de ceux qui subissent par ceux qui possèdent le pouvoir politique, économique, culturel... !

Quoi de plus flagrant aujourd'hui que le retour sur la scène sociale

de l'idée de la lutte et de la concurrence comme facteur de l'évolution, comme facteur de progrès. L'adaptabilité est à l'ordre du jour, les travailleurs, les chômeurs doivent s'adapter, être flexibles, mobiles sinon ils disparaissent, sont rayés des listes comme on supprime un défaut d'un programme, il suffit d'appuyer sur le bouton. Les enfants doivent s'adapter, être évalués et les parents surveillés et « corrigés » si leurs gamins « fautent ». Les immigrés traqués, chassés et expulsés. Les exemples ne manquent pas où l'être humain est donné comme gagnant ou perdant. Le perdant étant stigmatisé et accusé de faiblesse, le gagnant établissant les règles et les lois.

Les pouvoirs (médias compris) ne cessent de porter et répandre ce programme de la sélection où l'homme est présenté comme un être en compétition avec la nature et ses semblables au prix de sa survie. Toute leur stratégie est de nous amener à croire que la lutte de tous contre tous est naturelle, scientifiquement efficace et seule garante du développement des sociétés et de leur progrès.

Mais nous savons qu'il n'en est rien, que cette pseudo-vérité qu'ils distillent dans la société est un mensonge servant à nous soumettre et allant contre notre liberté. L'être humain n'est pas prédestiné à la lutte, à la compétition mais à la solidarité et l'entraide.

Déjà à la fin du XIX^e siècle,

Pierre Kropotkine, théoricien anarchiste a montré dans son livre « L'entraide » que le principal facteur de l'évolution des sociétés est l'entraide entre les groupes, les individus. L'homme développe une solidarité et des liens sociaux qui lui garantissent la vie, sa vie et le développement de sa société. Ce phénomène, observable partout comme l'ont souligné Kropotkine et à sa suite d'autres

chercheurs, permet aux groupements humains de se développer et d'exister dans le temps. La collaboration entre tous est toujours présente aujourd'hui et évite l'écroulement et la destruction des sociétés soumises en grande partie à la domination et au capitalisme. Que ferions-nous sans

ces échanges ? L'aide spontanée, le don, la solidarité nous permettent, d'une part de conserver des rapports sociaux les plus harmonieux possibles, et d'autre part de créer de la richesse économique, sociale, culturelle.

Le principe de la lutte et de la concurrence sont les moteurs de la domination et du capitalisme, les rapports dominants/dominés sont présentés comme naturels, inéluctables, inévitables. Que ce soit par la mondialisation du com-

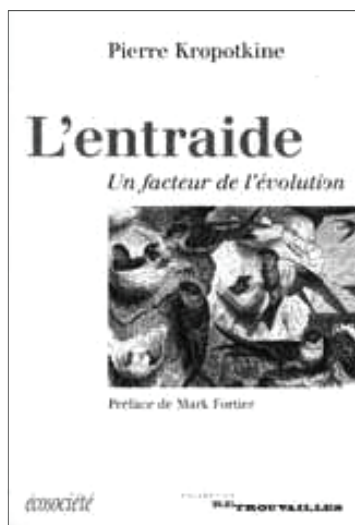
merce et des échanges, l'allégeance de médias aux pouvoirs, la présence des religions, le renforcement des États et leur connivence avec l'économie, une certaine pensée qui se présente comme libérale cherche à transformer nos vies dans un sens totalitaire.

Mais, nous avons pu voir qu'un grand nombre d'entre nous est loin d'adhérer à cette pensée. Que

ce soit par le mouvement anti-CPE, les émeutes de novembre 2005, les actions des précaires dans les ANPE, la mobilisation contre le contrôle social ou encore ailleurs les luttes dures et violentes en Argentine, Bolivie, et dernièrement au Mexique (Oaxaca, Atenco, Chiapas...), pour ne

citer que les plus connues, un mouvement social se crée, se cherche, prêt à renverser et détruire les systèmes qui nous exploitent et passer ainsi du rêve d'une vie libre et solidaire à sa réalisation concrète. Ces exemples récents et bien d'autres qu'il suffit de chercher dans l'actualité et dans la vie quotidienne suffisent à nous convaincre de la justesse de nos choix.

*Syndicat intercorporatif
de Paris Nord*



Unions régionales

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

UR Centre : CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux ; **UR Midi-Pyrénées** : CNT-AIT, BP 158, 82001 Montauban cedex ; **UR Paris et Nord** : CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil cedex ; **UR Aquitaine** : CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux ; **UR Méditerranée** : CNT-AIT, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, 13001, Marseille ; **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6 ; **en Rhône-Alpes** : CNT-AIT/SII, BP 223, 38405, Saint-Martin-d'Hères cedex.

La grève générale ¹

Ce propos, comme celui paru dans le précédent numéro du Combat Syndicaliste, est à replacer dans son contexte. Il est publié en 1909 et fait donc suite au Congrès d'Amsterdam (1907) où s'opposent Errico Malatesta et Pierre Monatte de la CGT sur la place des anarchistes dans le syndicalisme. Le syndicalisme révolutionnaire est à son apogée. La première guerre mondiale n'a pas encore eu lieu.

La grève, nous l'avons vu, est une arme spécifiquement ouvrière ; produite par la société, imposée aux travailleurs, elle devient une arme par excellence lorsqu'elle est maniée par des mains expertes. Elle met en opposition le patron et ses ouvriers pour la conquête d'améliorations qui nous préparent pour des conquêtes plus grandes ; elle fortifie le travailleur et le rend apte à participer à des mouvements étendus et généralisés ; elle est en un mot l'arme de lutte sur un terrain limité : atelier, usine,

chantier, pour un objet limité et concret, mais susceptible d'amplification dans sa forme et dans son objet.

L'usage qui est fait de la grève se modifie au fur et à mesure que se font sentir ses manifestations ; la grève se modifie pour s'élargir, se compléter et pour réunir un nombre toujours croissant de travailleurs. C'est que la solidarité, la lutte font éclater la connexité des intérêts de nous tous. De cette connexité résulte normalement pour nous une appréciation plus complète des événements et des choses, et une vue plus haute du rôle du syndicalisme.

Le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui a besoin chaque jour pour améliorer la vie quotidienne en ayant pour guide l'affranchissement du travail, terme final. À la besogne quotidienne poursuivie par les prolétaires pour des fins ouvrières, il attribue comme armes la grève, le sabotage, qui excluent l'une et l'autre l'intervention directe du non-

producteur : l'adversaire ; à la besogne d'affranchissement intégral, il attribue comme arme le soulèvement de la classe ouvrière. Parvenue à un degré de maturité, à un niveau de développement, à un état de croissance, ayant acquis par l'entraînement des combats de chaque jour le coup d'œil, l'assurance, la confiance, l'élan, la ténacité, la classe ouvrière réalisera sa libération par la grève générale.

La grève générale est l'arrêt de la production sociale ; par elle le prolétaire affirme sa volonté de conquête totale, il frappe de stérilité et d'impuissance la société actuelle, il en montre la fragilité et atteste la valeur du travail humain, point de départ et d'arrivée de tout mouvement et de toute vie. Elle est appelée à être la fin du rideau d'une scène vieille de nombreux siècles et la levée d'une autre s'ouvrant sur un champ plus vaste et plus fertile.

Est-elle une utopie, un rêve ? Bien fou qui l'affirmerait encore en présence des nombreux mouvements

GRENOBLE - Vendredi 4 mai à 20h au 102 rue d'Alembert

« Busqueda piquetera » documentaire de 62 mn autoproduction France 2005 de J. Gaggini et David Planque

Les manifestations, émeutes et pillages de décembre 2001 ont révélé à la scène internationale la grave crise économique que traverse l'Argentine. Cependant dès le milieu des années 90, les licenciements massifs ont poussé les plus pauvres à s'organiser collectivement pour faire face à la misère. En dehors des structures syndicales ou politiques, apparaissent des mouvements de chômeurs et les premiers « piquetes » blocages de routes. A travers cette nouvelle pratique se développe une forme d'organisation basée sur l'horizontalité et une recherche constante d'autonomie face aux institutions.

Ces organisations collectives font aujourd'hui partie du tissu social des quartiers. La parole est ici donnée au Mouvement des travailleurs au chômage de Solano (Buenos Aires).

La CNT-AIT de Grenoble vous invite à débattre sur les perspectives qu'ouvre l'expérience des piqueteros argentins : quels moyens de lutte, quel mode d'organisation pour construire quelle société ?

Syndicat intercorporatif de l'Isère

qui partout se produisent. L'insuccès de ces mouvements n'est pas un argument, ni la justification d'une opposition quelconque. Seuls peuvent être, parmi nous, attardés dans une opposition ceux-là qui, poursuivant des fins autres, ou animés de préoccupations spéciales, cherchent davantage leur propre satisfaction d'amour propre, d'orgueil ou d'appétit que le bien-être général.

Un insuccès n'est pas une condamnation. Les tentatives avortées d'hier pour la conquête de l'air ont préparé les succès partiels d'aujourd'hui et les succès totaux de demain. De même les mouvements de grève générale d'hier ont préparé les tentatives améliorées d'aujourd'hui, ouvert la route aux conquêtes de demain, préfaces d'une réalisation plus grande. Nous estimons, au contraire, partant de ce principe que la vie se traduit par le mouvement et l'action, que les progrès, les transformations qu'elle subit sont le produit de tout mouvement et de toute action, que les insuccès passés et présents étaient nécessaires. Nous allons plus loin, car nous disons que, pour le succès final, il faut encore des insuccès. Mais ces insuccès ne seront profitables que si nous en retirons plus de confiance en nous, en notre force et en la valeur des luttes qui les ont provoqués. Cela est-il possible ? Oui. Une condition première est indispensable : c'est la liberté entière d'appréciation et d'observation. Juger la vie telle qu'elle se déroule et se poursuit, l'utiliser en la transformant, ou la transformer en l'utilisant est la règle qu'il nous faut imposer dans tous nos actes. À ce prix-là, nous resterons à la hauteur des événements, les plus imprévus comme les mieux annoncés, et les dominants de notre force, accumulation de tous nos efforts personnels et directs, nous les orienterons

vers des fins entrevues et désirées par nous.

Oui ! la Révolution Sociale, c'est-à-dire la main-mise sur le travail et sur le profit sera l'aboutissant d'un mouvement total de la classe ouvrière se produisant sur le terrain de la production et mettant en présence, dans un effort final, exploitateur d'une part, exploité d'une autre. Mais il n'y aura le triomphe que si nous savons agir et lutter. Et comme il n'y a que le mouvement de la classe ouvrière placé sur le terrain prolétarien qui apprend à agir et à lutter, le syndicalisme affirme ainsi sa supériorité, supériorité qui, certes, n'apparaît pas toujours avec éclat et vigueur ! Supériorité, cependant, car il est la vie elle-même, faite de chocs, de combats et de luttes. Comme on voit, nous nous séparons des premiers adeptes de l'idée de grève générale. Ceux-là étaient mystiques, romantiques ; nous ne voulons pas l'être. Les premiers adeptes désiraient la grève générale ; ils croyaient en elle comme certains croient en Dieu ; ils lui attribuaient une vertu propre qu'elle ne peut posséder ; sa réalisation apparaissait prochaine ; sa venue était attendue comme l'heure marquée par l'horloge. La cadence de l'horloge était, à leurs yeux, accélérée ; il fallait donc se tenir prêt. Ainsi, ces adeptes qui eurent le grand mérite, fort appréciable, de lancer une idée dont les faits ont proclamé la valeur et dégagé la force de création, était opposée à la grève tout court. La grève pour des fins quotidiennes était, pour eux, nuisible, gaspilleuse des forces et des instants de la classe ouvrière. Lutter dans une grève c'était s'amoindrir, s'affaiblir. Il fallait se réserver pour la grande grève. De sorte que la grande grève était, pour ces hommes, un mouvement surgissant, éclatant

soudain, la foudre tombant tout à coup et, pour elle, il était nécessaire de se préparer.²

Pitoyable conception du mouvement ouvrier tout de même ! Les insuccès lui sont dûs. L'explosion de vie ouvrière de ces dernières années a rejeté la grève générale en tant qu'idée ; elle l'enregistre comme un fait social se mêlant à nous, nous prenant, nous étreignant pour mieux nous entraîner.

Qu'importe que les politiciens de tous les pays réprouvent la grève générale, qui leur apparaît être un mouvement trop absorbant puisqu'il détache notre esprit de toute croyance en des supériorités divines ou terrestres et qu'il oppose l'action directe du prolétariat à la prétendue valeur révolutionnaire qu'ils attribuent à l'État et au Pouvoir qu'ils convoitent. Il ne faudra pas être surpris de les entendre clamer contre tout mouvement de grève générale, le jour même où la classe ouvrière y aura recours et son objet atteint. Nos politiciens excommunicateurs sont de ces momies figées sous un abri, insensibles au vent et à la tempête. Passons !

Le nombre croissant des grèves, leur forme, leur caractère, leur étendue, leur connexité, ont donné au mouvement ouvrier une vigueur insoupçonnée. D'où une extension de vie syndicale dont les progrès sont incessants malgré leurs fluctuations. Et ce sont ces progrès qui font éclater la force créatrice de la grève générale et font entrevoir son explosion comme un aboutissant de nos luttes et de nos actions.

*Syndicat intercorporatif
de Marseille*

1 - Extrait de « Le syndicalisme révolutionnaire » de Victor Griffuelhes (en vente à Marseille 1,50 euro)

2 - Parmi ces hommes brillèrent, à la première place, MM. Briand et Guérard.

Mode et liberté / Mots de liberté

Brave petit soldat !

On t'a habitué(e) à porter l'uniforme – au sens militaire du mot – depuis... quand ?

Au début, tu étais jeune pauvre ou insurgé contre l'ordre établi, qui achetais pour pas cher les surplus de l'armée américaine ou française, pour simplement t'habiller ou pour te démarquer de la mode standard.

Puis c'est devenu une mode tout âge (bien sûr lucrative pour les marchands), ça allait jusqu'aux sous-vêtements, aux habits pour bébés, aux objets quotidiens ou de luxe, et les couleurs kaki et de camouflage ont envahi toutes les classes de la société.

Plus récemment, le nouvel uniforme, plus « sportif », que tu portes ressemble à celui des flics, vigiles et gardiens de tout poil : sweat – pantalon genre « survêt' », blouson, éventuellement casquette, couleur bleu marine.

Pourquoi tu as accepté de ne pas te différencier des militaires et flics de tout poil ?

– Parce que ce sont des tenues plus pratiques ? Tu n'as pas trouvé de tissu, de coupe plus adaptés à ce que tu fais (solide, avec plein de poches et pas salissant) ?

– Parce que c'était à la mode et que tu n'as pas eu envie de

« te prendre la tête » ? Mais où as-tu la tête ?...

– Pour ne pas entrer dans la (spirale de la) consommation ? Mais il y a les puces, les magasins de fripes, les marchés, pour trouver des fringues pas cher et avec des couleurs qui claquent... ou du noir !

Pour passer inaperçu(e) tout en faisant ce que tu voulais, comme un sauf-conduit qui te permettait de faire des actions « sub-versives » incognito ? Y-es-tu vraiment arrivé(e) ?...

Quelle impression tu as quand tu croises de **vrais** militaires ou « flics de tout poil » à tous les coins de rue ? Tu te sens comme eux ou... de l'autre côté ? Ne vois-tu pas que, eux, sont du côté du pouvoir et armés ? Armés pour « assurer la sécurité »... et quelle sécurité ? La sécurité d'avoir de quoi te nourrir, te loger, te chauffer, te soigner, t'éduquer, d'avoir des activités, d'échanger des idées ? Ou bien la sécurité de posséder : les derniers gadgets technologiques à la mode, des maisons et/ou des vacances à la ville, à la campagne, à la mer, à la montagne, dans les îles ? ou la sécurité de dominer : des outils technologiques performants, un chien, (une femme), des employés, des électeurs dociles ?

Pour toi, fille ou femme, c'est

autre chose (« double peine » pour parler en termes juridiques). Je ne parlerai pas ici des filles et femmes de la bourgeoisie – d'autres s'en occupent – mais de toi, prolétaire qui n'as que ta force de travail pour (sur)vivre, c'est-à-dire : tes bras, tes mains, tes yeux, ton cerveau, ton corps, tes cheveux, tes organes... à donner ou à vendre. Là, ça peut être (en dehors de l'uniforme unisexe déjà mentionné, ou du « look » sexy avec les vêtements qui compriment) la tenue, plus ou moins complète, avec foulard - robe - pantalon - manteau islamiques réglementaires.

Et toi, pourquoi tu as accepté ? Parce que tu t'es soumise ou que tu n'as pas pu t'opposer à la volonté des hommes qui régissent ta vie ?

Qui que tu sois, prends conscience de l'uniforme que tu portes et de ce que ça signifie d'acceptation à un pouvoir !

C'est vrai que ça peut être un jeu, une façon de détourner l'interdit, de « faire avec », mais est-ce vraiment un jeu et à ce jeu, qui est dupe ? Et dans ce cas, qu'est-ce que tu attends pour en sortir ? Est-ce que tu as la liberté de choisir de porter autre chose que ces différents uniformes ?

Jacquie, Syndicat intercorporatif de Montpellier

Des postiers marseillais appellent à témoignage.

Des employés du bureau de poste Marseille 07 subissent des pressions régulières de la part du chef d'établissement. Ce dernier n'en est pas à son premier bureau de poste en ville et jusqu'à maintenant chaque employé se débrouillait pour être muté ailleurs.

Aujourd'hui, les postiers de Marseille 07 estiment qu'il est grand temps que ce chef quitte définitivement la Poste. Ils ont besoin de tout témoignage de postiers ayant eu affaire à lui. Contact : advs@hotmail.com



Communiqué du comité de soutien à Mumia Abu-Jamal de Marseille

Dans le cadre de la campagne pour la libération du journaliste américain condamné à mort, son comité de soutien et Amnesty International de Marseille vous invitent à une rencontre avec :

- Suzanne Ross : Membre de la coalition New-yorkaise, elle participe au mouvement pour la libération de Mumia Abu-Jamal depuis 1990 et milite en étroite collaboration avec le groupe de Philadelphie.
- Nellie Hester Bailey : Co-fondatrice d'une association de locataires de Harlem, membre du collectif pour une rue Mumia Abu-Jamal à Harlem.
- Sundiata Sadiq : Membre de la coalition New-yorkaise. En tant que Président de l'antenne de New-York de la NAACP (association nationale pour la promotion des personnes de couleur), il a travaillé pour l'adoption d'une résolution demandant un nouveau procès pour Mumia et l'abolition de la peine de mort. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par la NAACP en 2004.
- Samuel Légitimus : Acteur et metteur en scène, il est membre du comité de St-Denis (93).
- Julia Wright : Membre du COSIMAP et porte-parole de Mumia pour la France.

À la librairie Païdos le 2 mai 2007 à 19 h 00, 54 cours Julien 13006 Marseille 04 91 48 31 00

Le lendemain le Comité prévoit un rassemblement en face du consulat américain de Marseille (12 boulevard Paul-Peytral, M° Préfecture) à 18 h, suivi du traditionnel baptême symbolique du boulevard du consulat en boulevard Mumia Abu-Jamal. A confirmer auprès de : Comité de Soutien à Mumia Abu-Jamal Tel/fax 04 91 42 98 47

Communiqué du CIRA

Le samedi 12 mai 2007 à 17 h, conférence-débat avec Ronald Creagh : « L'affaire Sacco et Vanzetti : regards nouveaux », à partir de son livre *L'affaire Sacco et Vanzetti*, éditions de Paris Max Chaleil. CIRA, 3 rue St-Dominique, 13001 Marseille



Petite librairie anarchosyndicaliste

Ouvrages à commander aux syndicats de Marseille, de Montpellier, de Perpignan ou disponibles à la librairie Sauramps à Montpellier

Flexibilité et précarité (SI Marseille)	1,50 €
Exclusion + réinsertion = travail forcé (SI Marseille)	1,50 €
Les élections professionnelles contre le syndicalisme (SI Toulouse)	1,50 €
Le syndicalisme révolutionnaire (Victor Griffuelhes)	1,50 €
La déclaration des principes du syndicalisme (R. Rocker)	1,50 €
L'action directe (Émile Pouget)	1,50 €
Le sabotage (Émile Pouget)	1,50 €
De la première Internationale à l'AIT (A. Castel)	1,50 €
Notre place dans le mouvement ouvrier (X. Frolan)	1,50 €
Anarchosyndicalisme et anarchisme (Pierre Besnard)	0,75 €
Ce que nous voulons (Errico Malatesta)	1,50 €
Le nucléaire militaire (SI Marseille)	1,50 €
La FORA, une organisation ouvrière anarchiste (Lopez Arango)	1,50 €
La récupération politique dans les mouvements de grève étudiants (SI Pau)	1,50 €
Société industrielle technologique (SI Essonne)	2,50 €

Pour contacter la CNT-AIT en zone Méditerranée

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Nîmes
BP en cours
Mél : cnt-ait-nimes@voilà.fr

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif Alès - Saint-Ambroix
Bourse du travail
7, place Georges Dupuy
30100 Alès

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Marseille
Vieille Bourse du Travail
13, rue de l'Académie
13001 Marseille

Permanences
Le 1^{er} mercredi du mois, de 17 à 19 heures 30, à la Vieille Bourse du Travail ; table de presse le dernier samedi du mois, à partir de 10 heures, devant la bibliothèque de l'Alcazar (avec le comité de soutien Mumia Abu-Jamal).

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Perpignan
9, rue Duchalmeau
66000 Perpignan

Permanences
tous les mercredis, à 21 heures, au 9, rue Duchalmeau
Mél : ul.perpignan-cnt-ait@club-internet.fr

Permanences des JL
le mercredi à 18 heures.

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Montpellier
BP 51142
34008 Montpellier cedex 1
Mél : contact@cnt-ait-montpellier.org
Site Web : www.cnt-ait-montpellier.org

Pour contacter la CNT-AIT en zone Rhône-Alpes

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de l'Isère
BP 223
38405 Saint-Martin-d'Hères cedex

Permanences
tous les mardis de 17 à 19 heures, au 102, rue d'Alembert, à Grenoble
Tel : 08 70 57 38 22
Mél : cnt.ait.grenoble@free.fr

Sur Gap
Mél : cnt-ait-gap@hotmail.fr

Sur Valence
Le Laboratoire, 8, place Saint-Jean
26000 Valence

Permanences
tous les samedis de 14 à 17 heures, au « Laboratoire ».

Les affiches, tracts et autres matériels signés SAM-CNT, CNT 66, CNT 34, CNT 84 ou portant la mention « rue des Vignoles », n'émanent pas des syndicats de la CNT-AIT.

Réalisation des pages Méditerranée - Rhône-Alpes
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements
1 an (6 n^{os}) : 7,5 euros
Soutien : 15 euros
Chèque à l'ordre de CNT-AIT

Pour recevoir gratuitement deux numéros de notre journal, envoyez vos nom, prénom et adresse à la réalisation des pages Méditerranée - Rhône-Alpes : CNT-AIT Montpellier.

Layla est libre

Layla, des *Anarchistes contre le mur* avait été mise en prison suite à son action résolue contre l'édification du mur de séparation entre Israël et la Palestine. (Lire les articles : « Israël : solidarité avec Layla, des anarchistes contre le mur ! » dans le précédent numéro d'« Espoir » et Palestine - Israël : En dehors de la barrière - interview avec trois membres des Anarchistes contre le mur sur notre site Internet.

Elle vient juste d'être libérée. Ci-contre, vous trouverez le premier message qu'elle vient de nous envoyer.

L'argent recueilli suite à notre appel à la solidarité (245 euros) permettra de prendre en charge une partie de l'amende (de 500 euros) que Layla doit donner en réparation au policier auquel elle avait arraché les lunettes de soleil. La souscription est toujours ouverte, si vous voulez contribuer vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de CNT-AIT au 108 rue Damrémont, 75018 PARIS (mention solidarité Layla au dos).

*Syndicat intercorporatif
de Paris Nord*

Chers amis,

Merci beaucoup pour les emails de soutien et tout. Mon amie m'a dit que vous avez correspondu avec elle et ça m'a vraiment fait du bien de savoir qu'il y avait des gens qui s'occupaient [de cette affaire]. J'ai eu les cartes postales de France.

[...]

Mon amie a essayé d'écrire un article sur mon histoire pour des journaux français comme *Le Monde*, mais jusque-là ils n'ont pas indiqué d'intérêt...

Beaucoup de choses se sont passées par ici, et elles vont de mal en pis comme vous le savez. Les questions internes entre les gens en Palestine sont terribles et paraissent sans espoir... Nous lançons des gouttes d'eau sur des incendies.

Je réalise de plus en plus que les gens qui sont actifs à l'intérieur d'Israël comme à Jérusalem et qui travaillent avec la communauté locale font un travail vraiment important. Le principal travail à réaliser ici est de changer le système d'éducation.

[...]

Je travaille pour essayer de monter une sorte d'organisation ici, mais ce n'est pas simple. Il faut que je paie les frais du procès ; je dois encore 2000 shekels à ce salopard de la police des frontières qui m'a frappée, sinon je vais devoir retourner en prison. Ce ne serait pas la fin du monde pour moi, mais je dois rester dans les parages du village de Budrus*, parce que là-bas les choses empirent. Tous les villages qui ont travaillé ensemble pour unifier dans la lutte Palestiniens et Israéliens font l'objet de « punitions ».

Merci de votre solidarité à tous,

Layla.

* Layla participe à un atelier d'agriculture biologique avec les femmes du village. Son statut d'israélienne empêche l'armée israélienne d'intervenir de façon trop brutale...